

BULLETIN RÉGIONAL
SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
Région de la Capitale-Nationale

Troisième trimestre 2002

Volume 22, numéro 3

Le **Bulletin régional sur le marché du travail** de la région de la Capitale-Nationale est réalisé par la Direction de la planification et du partenariat d'Emploi-Québec, région de la Capitale-Nationale.

Direction

Marian Lavoie

Rédaction

Robert Giguère

Caroline Leduc

Revue de presse

Anne Joncas

Caroline Leduc

Manon Bouffard

Mise en pages

Manon Bouffard

Texte sur la conjoncture

Giao Vungoc, *Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail (DPIMT)*

Tableaux, graphiques et recherche

Omar Choucair, *Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail (DPIMT)*

Révision linguistique

Renée Dolbec, *Le Graphe enr.*

AVANT-PROPOS

Le *travail* est sans contredit un des plus importants facteurs d'intégration sociale pour les individus. Pour les collectivités également, l'*emploi* demeure un indicateur important de développement.

Les deux raisons qui précèdent justifient l'intérêt grandissant de la population pour l'information sur le marché du travail. On doit toutefois ajouter que cet intérêt est fortement alimenté par l'accélération du rythme des changements sur le marché du travail de même que par la complexité accrue des questions relatives à l'emploi.

Afin de couvrir adéquatement une telle réalité, on doit se référer à divers types d'analyses, certaines permettant de comprendre les grandes tendances de la conjoncture, d'autres encore fournissant un éclairage sur la question, vu sous l'angle des besoins des entreprises.

Dans cet ensemble, le ***Bulletin régional sur le marché du travail*** se veut un outil permettant principalement aux spécialistes et aux intervenants nationaux, régionaux et locaux de suivre, dans une perspective conjoncturelle, de trimestre en trimestre, l'évolution des principaux indicateurs qui décrivent l'évolution du marché du travail de notre région. On y retrouve également, esquissés à grands traits, les faits marquants qui ont influencé le marché du travail régional au cours du dernier trimestre.

C'est donc avec plaisir que nous mettons ce bulletin à la disposition de nos partenaires. Nous formulons le souhait que cette publication saura alimenter la réflexion et guider les interventions des acteurs régionaux en matière de développement de la main-d'œuvre.

LE DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION ET DU PARTENARIAT,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marian Lavoie', written in a cursive style.

MARIAN LAVOIE

TABLE DES MATIÈRES

BULLETIN RÉGIONAL SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Région de la Capitale-Nationale

Troisième trimestre 2002

	Page
FAITS SAILLANTS	5
1 LA CONJONCTURE	7
1.1 Le niveau national et international	7
1.2 Le marché du travail	7
1.2.1 Le Québec	7
1.2.2 La région de la Capitale-Nationale	8
1.2.3 La région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ)	8
1.2.4 Comparaisons régionales	9
1.2.5 L'emploi selon le sexe	9
1.2.6 L'emploi selon l'âge	9
1.2.7 L'emploi selon le secteur d'activité	10
1.2.8 L'emploi selon le grand groupe professionnel	10
2 L'ACTUALITÉ RÉGIONALE	21
2.1 Les entreprises	21
2.2 Les principaux chantiers de construction et le marché immobilier	33
2.3 Nouvelles diverses	38
- <i>La formation</i>	38
- <i>Les besoins en main-d'œuvre</i>	38
- <i>La clientèle</i>	38
- <i>Les nouvelles sectorielles</i>	39
- <i>Le développement local et communautaire</i>	40
- <i>Les relations de travail</i>	41
- <i>Les fusions municipales</i>	41
- <i>Les événements spéciaux</i>	41
3 LES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI ET DE L'ASSISTANCE-EMPLOI	42
3.1 Les prestataires d'assurance-emploi actifs et aptés au travail	42
3.2 Les prestataires de l'assistance-emploi sans contraintes	43
Annexe : Mise en garde méthodologique sur les estimations régionales sur le marché du travail	45

Abonnement et changement d'adresse :

Emploi-Québec

Téléphone : (418) 687-3540

Télécopieur : (418) 688-8725

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2002
ISSN 1201-950X

LEXIQUE

Population de 15 ans et plus

Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active

Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi

Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées utilisée par l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

Chômeurs

Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs
----- x 100
Population active

Taux d'activité

Population active
----- x 100
Population de 15 ans et plus

Taux d'emploi

Emploi
----- x 100
Population de 15 ans et plus

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

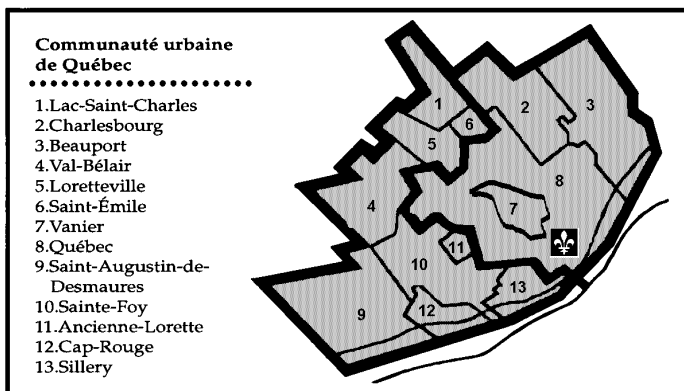
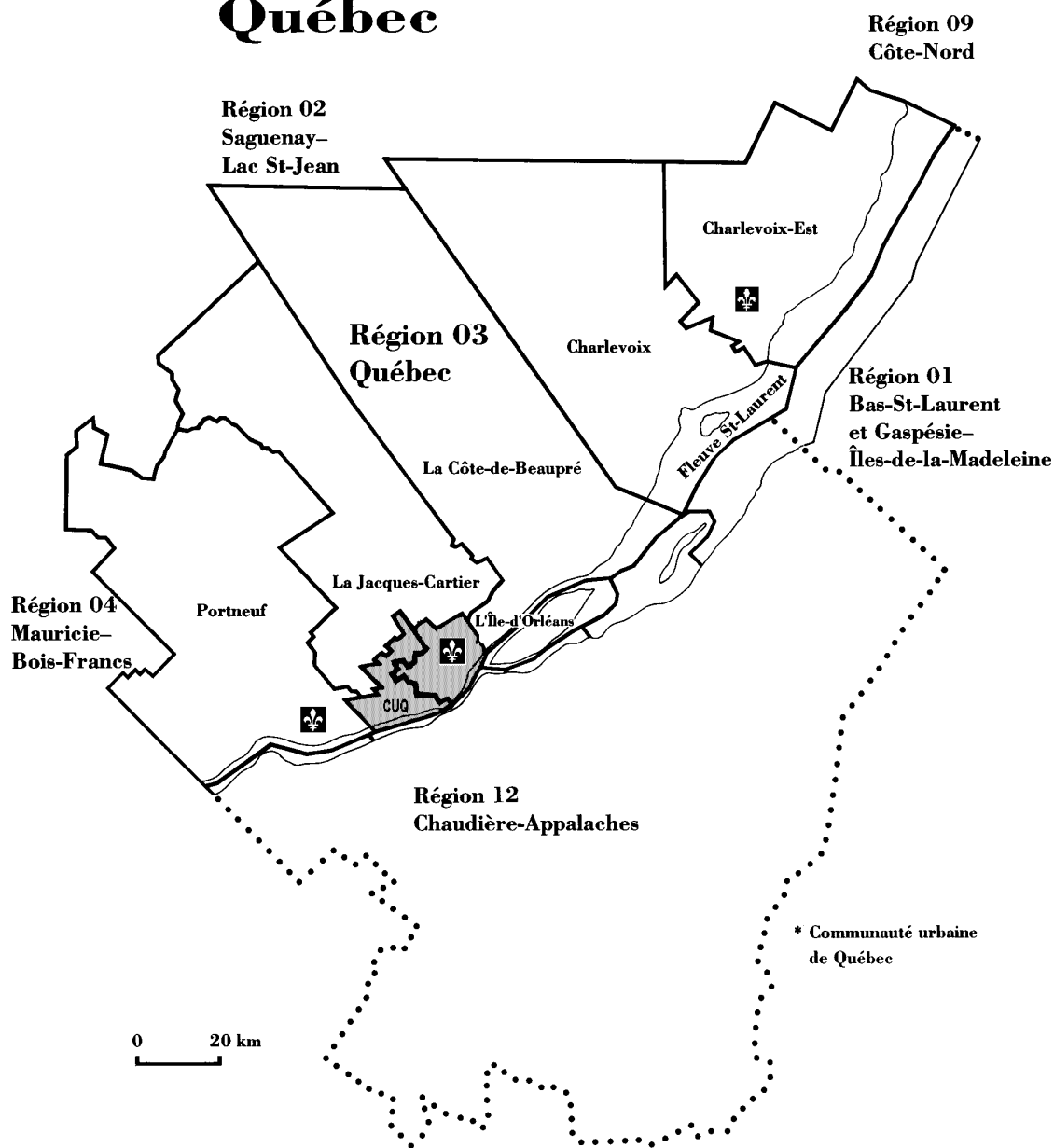
BULLETIN RÉGIONAL SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Région de la Capitale-Nationale
Troisième trimestre 2002

FAITS SAILLANTS

- Le niveau d'emploi a poursuivi sa progression au Québec au troisième trimestre de l'an 2002. En effet, la croissance de l'emploi a été de 3,4 % ou 121 200. Cette hausse, qui s'est accompagnée d'un accroissement plus appréciable de la population active, a entraîné une augmentation du nombre de chômeurs québécois (+3,7 %). Cette augmentation ne s'est cependant pas traduite par une hausse du taux de chômage entre les troisièmes trimestres de 2001 et de 2002, compte tenu de l'accroissement du nombre des emplois. Le taux de chômage s'est fixé à 8,0 %.
 - Au cours de la même période, la Capitale-Nationale a connu une forte augmentation de son niveau d'emploi. Cette hausse s'établit à 19 500 ou 6,3 %.
 - Toujours à l'échelle régionale, 11 000 personnes ont joint les rangs de la population active. La création d'emplois étant nettement plus forte que l'augmentation de la population active, cela a provoqué une diminution très substantielle du nombre de chômeurs, soit de 28,5 % ou 8 500. Le taux de chômage, en baisse de 2,7 points de pourcentage par rapport à l'an dernier, atteint 6,1 %, un niveau jamais enregistré pour un troisième trimestre.
 - Les hommes et les femmes ont pleinement bénéficié de la vigueur de l'économie régionale, et ce, de façon égale en nombre. Au troisième trimestre de 2002, on dénombrait 9 800 hommes (6 %) et 9 800 femmes (6,7 %) de plus en emploi. Dans un cas comme dans l'autre, la totalité des emplois créés sont à temps plein. Les hommes signalent la perte de 700 emplois à plein temps, alors que chez les femmes la perte est estimée à 2 900.
 - Le nombre de chômeurs a diminué de 3 600 ou 26,5 % et le nombre de chômeuses, de 4 900 ou 30,2 %. Ces baisses portent les taux de chômage masculin et féminin à 5,4 % et 6,8 %. Dans les deux cas, le taux de chômage régional est inférieur à celui observé chez les hommes (7,8 %) et chez les femmes (8,3 %) de l'ensemble du Québec.
 - Les personnes âgées de 30 ans et plus ont accaparé 21 300 emplois créés dans la région et, dans une proportion de 90 %, il s'agit d'emplois à plein temps. Leur taux de chômage s'établit à 6,1 %, soit 2,9 points de pourcentage de moins que celui observé au troisième trimestre de 2001 dans la région et 0,8 point de moins que celui obtenu pour l'ensemble du Québec au troisième trimestre de 2002.
 - La région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ) a connu, elle aussi, une très bonne performance. En effet, tous les principaux indicateurs relatifs à l'intégration au marché du travail se sont améliorés. Sur le plan de la création d'emplois, la RMRQ (23 700 emplois) arrive au second rang, derrière la région de Montréal (55 500) et devant Ottawa-Gatineau (19 400).
 - De plus, le taux de chômage dans la RMRQ (6,1 %) est le plus faible à être observé pour l'ensemble des régions métropolitaines. Bien que la croissance de la population active ait été importante (+17 400), elle a été moins marquée que celle de l'emploi (23 700), ce qui a entraîné une réduction notable du nombre de chômeurs (-6 200) et, par conséquent, du taux de chômage (-1,9 point de pourcentage).
 - Les secteurs d'activité qui ont généré le plus grand nombre d'emplois dans la Capitale-Nationale sont les secteurs des *services d'enseignement* (+9 000), du *commerce* (+6 300), de la *construction* (5 800), des *soins de santé et assistance sociale* (+4 000) et de la *fabrication* (+3 700). À l'inverse, d'autres ont été affectés par un repli de l'emploi, soit les secteurs des *finances, assurances, immobilier et location* (-6 600) et *gestion d'entreprises, services administratifs et autres* (-2 600).
 - La création d'emplois dans la Capitale-Nationale et dans la RMRQ s'est concentrée dans les groupes professionnels des *sciences sociales, enseignement, administration publique et religion* et de la *gestion*.
 - Dans le domaine de l'actualité régionale, les entreprises présentes dans les secteurs du *commerce de détail, du transport et de l'entreposage* ainsi que des *services professionnels, scientifiques et techniques* prévoient créer plusieurs emplois dans la région au cours des prochains mois.
 - On signale toutefois des pertes d'emplois dans les secteurs de la *fabrication de produits électroniques, informatiques et électriques, de la machinerie et de l'imprimerie*.
-

Région administrative Québec



1 LA CONJONCTURE

1.1 Le niveau national et international¹

L'économie américaine continue de croître à un rythme modéré, selon la Réserve fédérale et son « Livre beige – septembre 2002 ». Le bas niveau des taux d'intérêt (le taux réel de court terme est près de zéro) continue d'encourager les dépenses de consommation, comptant pour près des deux tiers de l'activité économique, et la croissance économique (au taux annualisé estimé de 3 à 4 % au troisième trimestre). Les ventes au détail ont augmenté de 0,8 % en août, pour un troisième mois consécutif, grâce aux ventes de voitures, propulsées par le taux de financement de 0 %. Les consommateurs ont davantage recours au crédit pour financer leurs achats. Le montant d'emprunt à crédit s'est accru de 10,8 milliards de dollars en juillet, soit une hausse de près de 2 milliards de dollars par rapport au mois de juin.

Par contre, la reprise des dépenses d'investissement par les entreprises américaines, surtout celles qui sont spécialisées dans la haute technologie, tarde à venir. Cette lente reprise des dépenses d'investissement – la reprise étant pourtant cruciale pour une croissance soutenue et durable – s'explique notamment par le climat d'incertitude créé par les scandales financiers et par la menace de guerre, ainsi que par la forte baisse du prix des actions et les perspectives de profits incertaines. La production industrielle a diminué de 0,3 % en août, soit la première baisse cette année, et le taux d'utilisation de la capacité industrielle a lui aussi légèrement baissé, de 0,2 %, pour atteindre 76 %. De plus, l'indice manufacturier des directeurs d'achats de l'Institute for Supply Management s'élève à 49,5² en août, ce qui indique une légère contraction du secteur manufacturier après sept mois d'expansion d'affilée.

Contrairement aux entreprises américaines, les entreprises canadiennes commencent à dépenser davantage et cette augmentation des dépenses en capital est soutenue par l'augmentation des profits et par un taux d'utilisation de la capacité industrielle plus élevé qu'aux États-Unis. Ainsi, le taux d'utilisation passe de 81,9 % au premier trimestre à 83,2 % au deuxième trimestre. Cette hausse est constatée dans la majorité des groupes industriels. Seul le secteur de l'extraction minière et de pétrole et gaz a connu une diminution. Par ailleurs, le taux d'utilisation de la capacité du secteur de la technologie demeure encore bas (à 66 %). Les

livraisons manufacturières ont, quant à elles, augmenté de 1 % en juillet au Canada. Par contre, elles ont diminué de 0,9 % au Québec, après les fortes hausses observées en avril et en mai.

Au Québec, le produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché a fortement augmenté, de 1,4 %, au deuxième trimestre de 2002 par rapport au premier. Cette augmentation, la plus élevée pour un deuxième trimestre depuis 1997, est même supérieure à celle du Canada (+1,1 %). Ce sont plus les industries de biens (+2,2 %) que celles des services (+1 %) qui ont contribué à cette croissance.

Du côté de la consommation, les ménages ralentissent un peu leurs dépenses en juillet : les ventes au détail ont légèrement diminué de 0,3 % au Canada et de 0,1 % au Québec, après de fortes hausses respectives de 1,8 % et 1,1 % enregistrées le mois précédent. Sur une base annuelle, les ventes ont toutefois augmenté de 6,5 % en juillet au Canada et de 7,4 % au Québec, par rapport au même mois de l'an dernier.

Le secteur de la construction continue sur sa lancée, alors que le nombre de mises en chantier au Canada a connu une hausse de 5,9 %, atteignant 213 000 unités en août. Au Québec, la hausse est même plus élevée, soit 7,5 %. À 47 100 unités, c'est le niveau mensuel le plus haut depuis janvier 1992. La bonne tenue de ce secteur est notamment attribuable à un taux hypothécaire relativement bas, une hausse de revenu personnel accompagnée d'une forte création d'emplois, rendant ainsi les consommateurs optimistes.

1.2 Le marché du travail

1.2.1 Le Québec

L'*Enquête sur la population active* (EPA) nous indique que le Québec, pour un vingt-cinquième trimestre consécutif, connaît une hausse de son niveau d'emploi. Cette augmentation (+3,4 %) est supérieure à ce qu'enregistrait le marché de l'emploi ontarien (+2,2 %) et canadien (+2,7 %). Ainsi, 121 200 emplois étaient créés au Québec, 130 300 en Ontario et 410 500 au Canada entre les troisième trimestres de 2001 et de 2002. Fait notable, 29,5 % des emplois créés au Canada l'étaient au Québec et 31,7 % en Ontario.

Entre le troisième trimestre de 2001 et celui de 2002 tous les grands indicateurs, à l'exception du taux de chômage, connaissent des variations positives. La population active québécoise a crû de 3,4 %, s'établissant à 4 004 000. Le nombre d'emplois atteignait 3 682 400 et l'augmentation de l'emploi se répartissait de façon inégale entre le plein temps et le

¹ Cette section a été rédigée par Giao Vungoc, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail.

² Un indice inférieur à 50 signale une contraction; un indice supérieur à 50, une expansion du secteur.

temps partiel. Cette dernière catégorie voyait donc son volume augmenter de 7,9 % (42 000), alors que le nombre d'emplois à plein temps connaissait une croissance de 2,6 % (+79 200). L'Ontario comptait 6 660 500 personnes dans sa population active, laquelle connaissait une croissance de 3,0 %. Pour cette même province on dénombrait 6 166 900 personnes en emploi. L'augmentation de l'emploi s'est répartie de la façon suivante : +1,7 % à plein temps (+84 500) et +4,7 % à temps partiel (+46 000). Le Canada a suivi le rythme, puisque le Québec et l'Ontario ont été responsables de plus de 60 % de la création d'emplois canadienne. En hausse de 2,7 % le nombre d'emplois au Canada s'établissait à 15 759 400. Plus de 13 091 700 Canadiens travaillaient à plein temps (+1,9 %), pendant que 2 667 800 autres travaillaient à temps partiel, soit une augmentation de 6,8 %.

1.2.2 La région de la Capitale-Nationale

Comme pour les cinq trimestres précédents, l'emploi a poursuivi sa croissance dans la région de la Capitale-Nationale. Ainsi, au troisième trimestre de 2002, le nombre total de personnes en emploi s'établit à 329 500, ce qui constitue une hausse importante de 19 500 emplois ou 6,3 %.

Cette situation diffère de celle observée au troisième trimestre de 2001, trimestre où la région avait plutôt connu des gains inférieurs, se situant à 3,6 % ou 10 800 emplois, à ceux de cette année. Il est par ailleurs important de signaler que cette augmentation est essentiellement tributaire de la bonne performance de l'emploi à plein temps. Ainsi, la création d'emplois nette se situe pour ce trimestre à 19 500 emplois, Nous enregistrons la création de 23 200 emplois à plein temps, ou 9,2 %, dans la région et la perte de 3 700 emplois à temps partiel, soit -6,3 % sur le volume total des emplois à temps partiel du trimestre comparable à l'an dernier. Ce gain net est l'un des indices de la vigueur du marché de l'emploi sur le territoire.

La population active a connu, elle aussi, la même tendance, mais dans une proportion légèrement plus faible que le niveau de l'emploi. Ainsi, on dénombrait 350 800 personnes actives dans la région de la Capitale-Nationale, soit un accroissement de 11 000 ou 3,2 %. La création d'emplois étant supérieure à l'augmentation de la population active, nous remarquons une diminution du nombre de chômeurs de 8 500, lequel se fixe à 21 300. En conséquence, le taux de chômage a subi un recul de 2,7 points de pourcentage et s'est établi à 6,1 %. Il s'agit en fait du plus bas taux observé pour un troisième trimestre depuis 1987, moment où les statistiques sur l'emploi ont été rendues disponibles sur une base régionale.

Le taux d'activité régional a augmenté en conséquence de 1,6 %. Il s'établit à 65,4 %, soit 2,7 points de pourcentage de moins que la moyenne provinciale.

La durée moyenne du chômage a connu un recul plus marqué dans la région (-11,7 %) que dans l'ensemble du Québec (+1,4 %). Ainsi, pour le troisième trimestre de 2002, la durée est de 21,2 semaines dans la région, comparativement à 22,1 semaines dans la province.

1.2.3 La région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ)

La région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ) regroupe l'ensemble des municipalités qui sont socialement et économiquement intégrées dans les zones urbanisées de Québec et de Lévis. La RMRQ comprend ainsi, sur la rive sud du Saint-Laurent, l'ensemble des municipalités qui bordent l'autoroute 20 et qui sont situées entre Saint-Étienne-de-Beaumont et Bernières-Saint-Nicolas. Sur la rive nord, la RMRQ comprend la ville de Québec, la MRC de L'Île-d'Orléans, la MRC de La Jacques-Cartier et trois municipalités de la MRC de La Côte-de-Beaupré¹. Au troisième trimestre de 2002, on estime que le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus sur ce territoire est de 572 600.

La RMRQ a, tout comme la région de la Capitale-Nationale, pleinement bénéficié de la bonne tenue de l'activité économique. En effet, tous les indicateurs relatifs à l'intégration au marché du travail se sont améliorés. Le niveau de l'emploi a enregistré une hausse de 6,9 % ou 23 700. Près de 83 % des emplois sont à plein temps.

Par ailleurs, nous notons une diminution significative du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, soit 6 200 ou -28,5 %. Le taux de chômage a chuté par conséquent de près de 1,9 point de pourcentage et s'établit à 6,1 %.

En ce qui concerne les taux d'activité et d'emploi, ils ont tous deux connu une augmentation importante par rapport à l'an dernier. En hausse de 2,5 points de pourcentage, le taux d'activité de la RMRQ est maintenant de 68,1 %. Le taux d'emploi a, quant à lui, progressé de 3,7 points et se fixe à 64,0 %.

La durée moyenne de chômage est de 24,6 semaines au troisième trimestre de 2002, dans la RMRQ, et de 22,1 semaines dans l'ensemble du Québec.

1.2.4 Comparaisons régionales

¹ Il s'agit de Boischatel, de L'Ange-Gardien et de Château-Richer.

L'examen du tableau 1.3 nous indique que la croissance de l'emploi ne s'est pas répartie de la même façon dans l'ensemble des seize régions du Québec étudiées. Toutefois, la majorité d'entre elles, soit treize, ont enregistré une hausse de leur niveau d'emploi. Les régions qui affichent les gains les plus élevés en pourcentage sont celles de Lanaudière (+12,1 %), de la Chaudière-Appalaches (+11,0 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+8,0 %), de l'Estrie (+7,2 %) et de la Capitale-Nationale (+6,3 %).

Les trois régions qui ont connu un recul de l'emploi sont celles de l'Abitibi-Témiscamingue (-2,9 %), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (-4,3 %) et du Bas-Saint-Laurent (-11,9 %).

Par ailleurs, le taux d'activité s'est amélioré dans la majorité des régions administratives du Québec. La région de la Chaudière-Appalaches ainsi que celle de Lanaudière ont connu les hausses les plus marquées de leur taux d'activité. Avec un taux de 65,4 %, la région de la Capitale-Nationale se situe au neuvième rang des seize régions présentées. Signalons que le taux d'activité est supérieur à 70 % dans les régions de la Montérégie (71,8 %) et de la Chaudière-Appalaches (71,5 %). Trois régions obtiennent des taux d'activité inférieurs à 60 %. Il s'agit du Saguenay-Lac-Saint-Jean (59,5 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (57,9 %) et du Bas-Saint-Laurent (55,3 %).

On constate une détérioration du taux de chômage dans neuf des seize régions administratives, les plus touchées étant les Laurentides (+1,3 point de pourcentage), Laval (+1,0 point) et le Bas-Saint-Laurent (+1,0 point). Dans la région de la Capitale-Nationale, on observe une situation fort différente. Avec une chute de 2,7 points de pourcentage, le taux de chômage régional se fixe, au troisième trimestre de 2002, à 6,1 %, derrière la région du Centre-du-Québec (5,0 %).

Dix régions obtiennent des taux de chômage en deçà de la moyenne du taux de chômage provincial, qui est de 8,4 %. Il s'agit du Centre-du-Québec (5,0 %), de la Capitale-Nationale (6,1 %), de la Chaudière-Appalaches (6,2 %), de la Montérégie (6,4 %), de Lanaudière (6,5 %), de l'Estrie (6,8 %), des Laurentides (7,4 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (7,4 %), de Laval (7,5 %) ainsi que de l'Outaouais (7,7 %).

En ce qui concerne le taux d'emploi, six régions administratives ont connu des baisses au troisième trimestre de 2002. Il s'agit de celles du Bas-Saint-Laurent (-6,7 points de pourcentage), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (-2,2 points), de l'Abitibi-Témiscamingue (-1,1 point), de l'Outaouais (-0,9 point), de Laval (-0,3 point) ainsi que des Laurentides (-0,1 point). À l'inverse, des gains majeurs ont été observés dans les régions de Lanaudière (6,3 points de

pourcentage), de la Chaudière-Appalaches (6,4 points) et de la Capitale-Nationale (3,3 points).

1.2.5 L'emploi selon le sexe

La répartition selon le sexe des 19 500 emplois créés dans la région est surprenante. En effet, le nombre d'emplois créés est réparti également entre les deux sexes. Il est intéressant de signaler, tant chez les hommes que chez les femmes, la forte poussée de l'emploi à plein temps. L'emploi à temps partiel a diminué de façon inégale. Cependant, les hommes enregistraient une perte de 700 emplois à temps partiel et les femmes, de 2 900.

La croissance de l'emploi plus forte que celle des personnes en emploi et à la recherche d'un emploi (population active) a entraîné une réduction importante du nombre de chômeurs et de chômeuses dans la région et, par conséquent, du taux de chômage. Celui-ci a chuté de 2,3 points de pourcentage chez les hommes (5,4 %) et de 3,2 points chez les femmes (6,8 %). Précisons que ce même indicateur se fixe à 7,8 % chez les hommes de l'ensemble du Québec et à 8,3 % chez les femmes.

Au cours de la même période, les taux d'activité masculin et féminin ont également progressé, de façon moindre chez les hommes cependant, atteignant respectivement 71,8 % et 59,7 %. Dans le cas des hommes, le taux est toutefois inférieur à la moyenne provinciale observée pour les personnes du même sexe (74,0 %).

1.2.6 L'emploi selon l'âge

Le tableau 1.4 nous indique qu'entre le troisième trimestre de 2001 et celui de 2002 le nombre d'emplois chez les travailleurs âgés de 15 à 29 ans a très légèrement diminué, tandis que celui des 30 ans et plus s'est nettement amélioré.

Chez les 30 ans et plus, il y a eu forte création d'emplois (+20 300). Plus de 90 % des emplois créés pour les travailleurs plus âgés nécessitent 30 heures et plus de travail par semaine.

Chez les 30 ans et plus, la forte augmentation du niveau d'emploi, associée à celle moins importante de la population active, a provoqué une amélioration du taux de chômage, du taux d'activité et du taux d'emploi.

Chez les 15 à 29 ans, nos indicateurs signalent une baisse de la population active. Comme cette baisse estimée est plus forte que la baisse estimée de l'emploi, le taux de chômage obtenu est par conséquent en baisse. Notons que 700 emplois ont été perdus chez les 15 à 29 ans. Par contre, il y a eu un

déplacement des emplois du temps partiel (-5 500) vers l'emploi à plein temps (+4 700).

En terminant, signalons que les principaux indicateurs relatifs à l'intégration des 15 à 29 ans au marché du travail de la région sont tous supérieurs à ceux que l'on peut observer dans la même catégorie de travailleurs dans l'ensemble du Québec.

1.2.7 L'emploi selon le secteur d'activité

Les données de l'*Enquête sur la population active* présentées au tableau 1.5 nous indiquent que huit regroupements d'activités sectorielles ont vu leur niveau d'emploi augmenter au troisième trimestre de 2002 dans la région de la Capitale-Nationale. Ceux qui ont connu les gains les plus importants en nombre absolu sont ceux des *services d'enseignement* (+9 000), du *commerce* (+6 300), de la *construction* (5 800), des *soins de santé et assistance sociale* (+4 000) et de la *fabrication* (+3 700). À l'inverse, cinq regroupements ont été affectés par un repli de l'emploi. Ces pertes affectent surtout les regroupements suivants : *finances, assurances, immobilier et location* (-6 600), *gestion d'entreprises, services administratifs et autres* (-2 600).

Dans la région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ), l'emploi a évolué de la même façon que dans la région de la Capitale-Nationale.

Pour le Québec, neuf des seize regroupements ont affiché une augmentation de leur niveau d'emploi. Quatre d'entre eux ont même connu une croissance supérieure à 19 000 emplois. Ce sont le *commerce* (+34 600), la *construction* (+28 900), la *gestion d'entreprises, services administratifs et autres* (+25 400), les *soins de santé et assistance sociale* (+19 500). Quant au secteur des *transports et entreposage*, il connaît une quatrième baisse consécutive de son niveau d'emploi, avec 20 500 emplois en moins qu'au troisième trimestre de 2001. De plus, le secteur de l'*hébergement et services de restauration* compte 15 300 travailleurs de moins qu'à pareille date l'an dernier.

1.2.8 L'emploi selon le grand groupe professionnel

Enfin, le tableau 1.6 nous montre les groupes professionnels qui ont le plus bénéficié de la progression de l'emploi dans la région de la Capitale-Nationale, entre les troisièmes de 2001 et de 2002. Les groupes ayant enregistré une hausse significative de leur niveau d'emploi sont ceux des *sciences sociales, enseignement, administration publique et religion* (+10 900), des *métiers, transport et machinerie* (+6 100) des *sciences naturelles et appliquées* (+5 600), et de la *gestion* (+5 000). Trois groupes

professionnels ont subi des baisses. Il s'agit des *ventes et services* (-3 600) des *arts, culture, sports et loisirs* (-3 300) ainsi que du groupe lié à la *transformation, fabrication et services d'utilité publique* (-1 700).

Sur le territoire de la région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ), les hausses se concentrent essentiellement dans les mêmes groupes, à l'exception de la vente et des services qui enregistrent un gain en nombre d'emplois.

Dans l'ensemble du Québec, six des dix groupes professionnels étaient en croissance. Les nouveaux emplois se sont surtout concentrés dans les groupes professionnels *sciences naturelles et appliquées* (+45 300), *métiers, transport et machinerie* (+6 100), *affaires, finances et administration* (+22 400). Quatre groupes professionnels ont subi un recul de leur niveau d'emploi. Les deux plus significatifs sont ceux des professions de la *vente et services* (-4 700) ainsi que de la *transformation, fabrication et services d'utilité publique* (-3 000).

Tableau 1.1

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Québec, Ontario et Canada
Données non désaisonnalisées

Indicateur du marché du travail	Ensemble du Québec			Ontario			Canada		
	3e trimestre		Variation %	3e trimestre		Variation %	3e trimestre		Variation %
	2002	2001		2002	2001		2002	2001	
Population 15 ans et plus (000)	6 039,1	5 991,0	0,8	9 652,8	9 481,6	1,8	24 989,0	24 663,7	1,3
Population active (000)	4 004,0	3 871,3	3,4	6 660,5	6 468,1	3,0	17 033,8	16 521,2	3,1
Emploi (000)	3 682,4	3 561,2	3,4	6 166,9	6 036,6	2,2	15 759,4	15 348,9	2,7
- Temps plein (000)	3 106,4	3 027,1	2,6	5 150,9	5 066,4	1,7	13 091,7	12 852,1	1,9
- Temps partiel (000)	576,0	534,0	7,9	1 016,1	970,1	4,7	2 667,8	2 496,8	6,8
Chômeurs et chômeuses (000)	321,6	310,0	3,7	493,6	431,6	14,4	1 274,4	1 172,3	8,7
Taux de chômage (%)	8,0	8,0		7,4	6,6		7,5	7,1	
Taux d'activité (%)	66,3	64,6		69,0	68,2		68,2	67,0	
Taux d'emploi (%)	61,0	59,4		63,9	63,7		63,1	62,2	
Durée du chômage (semaines)	22,2	21,8	1,8	15,7	14,0	12,1	17,7	16,4	7,9

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 1.2

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Capitale-Nationale et RMR Québec et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateur du marché du travail	Capitale Nationale			RMR Québec			Ensemble du Québec		
	3e trimestre		Variation %	3e trimestre		Variation %	3e trimestre		Variation %
	2002	2001		2002	2001		2002	2001	
Population 15 ans et plus (000)	536,0	532,6	0,6	572,6	568,6	0,7	6 039,1	5 991,0	0,8
Population active (000)	350,8	339,8	3,2	390,2	372,8	4,7	4 004,0	3 871,2	3,4
Emploi (000)	329,5	310,0	6,3	366,5	342,8	6,9	3 682,4	3 561,2	3,4
- Temps plein (000)	274,5	251,3	9,2	303,3	280,9	8,0	3 106,4	3 027,2	2,6
- Temps partiel (000)	55,0	58,7	-6,3	63,2	62,0	1,9	576,0	534,0	7,9
Chômeurs et chômeuses (000)	21,3	29,8	-28,5	23,7	29,9	-20,7	321,6	310,0	3,7
Taux de chômage (%)	6,1	8,8		6,1	8,0		8,0	8,0	
Taux d'activité (%)	65,4	63,8		68,1	65,6		66,3	64,6	
Taux d'emploi (%)	61,5	58,2		64,0	60,3		61,0	59,4	
Durée du chômage (semaines)	21,2	24,0	-11,7	24,6	24,8	-0,8	22,1	21,8	1,4

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 1.3

**COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

3^e trimestre 2002

Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	57,9	16,8	48,2
Bas-Saint-Laurent	55,3	8,7	50,4
Québec	65,4	6,1	61,5
Chaudière-Appalaches	71,5	6,2	67,1
Estrie	67,5	6,8	62,9
Centre-du-Québec	64,5	5	61,3
Montérégie	71,8	6,4	67,2
Montréal	64,3	10,2	57,7
Laval	66,5	7,5	61,5
Lanaudière	69,4	6,5	64,9
Laurentides	67,3	7,4	62,4
Outaouais	66,9	7,7	61,8
Abitibi-Témiscamingue	62,3	10,8	55,6
Mauricie	60,6	11,2	53,8
Saguenay--Lac-Saint-Jean	59,5	10,7	53,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec	67,9	7,4	62,8
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Chicoutimi-Jonquière	59,3	9,7	53,6
Québec	68,1	6,1	64,0
Trois-Rivières	63,0	9,9	56,7
Sherbrooke	67,2	6,6	62,8
Montréal	68,1	8,5	62,3
Ottawa-Hull	70,6	7,5	65,3
ENSEMBLE DU QUÉBEC	66,3	8,0	61,0

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 1.4
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR ÂGE ET PAR SEXE
Capitale-Nationale et ensemble du Québec

Sexe et groupe d'âge	Capitale Nationale			Ensemble du Québec		
	3e trimestre		Variation %	3e trimestre		Variation %
	2002	2001		2002	2001	
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	255,6	247,7	3,2	2 966,4	2 941,3	0,9
Population active (000)	183,6	177,5	3,4	2 194,3	2 118,8	3,6
Emploi (000)	173,6	163,8	6,0	2 023,4	1 961,8	3,1
- Temps plein (000)	156,1	145,6	7,2	1 847,6	1 786,1	3,4
- Temps partiel (000)	17,5	18,2	-3,8	175,8	175,7	0,1
Chômeurs (000)	10,0	13,6	-26,5	171,0	157,0	8,9
Taux de chômage (%)	5,4	7,7		7,8	7,4	
Taux d'activité (%)	71,8	71,7		74,0	72,0	
Taux d'emploi (%)	67,9	66,1		68,2	66,7	
Durée du chômage (semaines)	25,3	29,5	-14,2	23,2	26,0	-10,8
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	280,4	284,9	-1,6	3 072,7	3 049,7	0,8
Population active (000)	167,3	162,4	3,0	1 809,7	1 752,5	3,3
Emploi (000)	156,0	146,2	6,7	1 659,0	1 599,4	3,7
- Temps plein (000)	118,4	105,8	11,9	1 258,8	1 241,1	1,4
- Temps partiel (000)	37,5	40,4	-7,2	400,2	358,3	11,7
Chômeuses (000)	11,3	16,2	-30,2	150,7	153,0	-1,5
Taux de chômage (%)	6,8	10,0		8,3	8,7	
Taux d'activité (%)	59,7	57,0		58,9	57,5	
Taux d'emploi (%)	55,6	51,3		54,0	52,4	
Durée du chômage (semaines)	17,6	19,4	-9,3	20,8	17,3	20,2
15-29 ANS						
Population 15-29 ans (000)	120,1	123,3	-2,6	1 444,3	1 441,4	0,2
Population active (000)	97,8	100,9	-3,1	1 102,3	1 074,7	2,6
Emploi (000)	92,0	92,7	-0,8	980,3	959,2	2,2
- Temps plein (000)	67,9	63,2	7,4	735,1	724,4	1,5
- Temps partiel (000)	24,0	29,5	-18,6	245,1	234,7	4,4
Chômeurs et chômeuses (000)	5,8	8,2	-29,3	122,0	115,6	5,5
Taux de chômage (%)	5,9	8,1		11,1	10,8	
Taux d'activité (%)	81,4	81,8		76,3	74,6	
Taux d'emploi (%)	76,6	75,2		67,9	66,5	
Durée du chômage (semaines)	5,4	11,2	-51,8	11,7	11,2	4,5
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	415,9	409,3	1,6	4 594,9	4 549,6	1,0
Population active (000)	253,1	238,9	5,9	2 901,7	2 796,5	3,8
Emploi (000)	237,6	217,3	9,3	2 702,1	2 602,0	3,8
- Temps plein (000)	206,6	188,2	9,8	2 371,3	2 302,7	3,0
- Temps partiel (000)	31,0	29,2	6,2	330,8	299,3	10,5
Chômeurs et chômeuses (000)	15,5	21,6	-28,2	199,6	194,5	2,6
Taux de chômage (%)	6,1	9,0		6,9	7,0	
Taux d'activité (%)	60,9	58,4		63,2	61,5	
Taux d'emploi (%)	57,1	53,1		58,8	57,2	
Durée du chômage (semaines)	27,7	28,5	-2,8	28,6	28,2	1,4

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 1.5
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Capitale-Nationale et RMR Québec et ensemble du Québec

Secteur d'activité	Capitale Nationale			RMR Québec			Ensemble du Québec		
	3e trimestre		Variation	3e trimestre		Variation	3e trimestre		Variation
	2002 (000)	2001 (000)	%	2002 (000)	2001 (000)	%	2002 (000)	2001 (000)	%
Agriculture	-	-	-	-	-	-	67,7	65,3	3,7
Autres branches du secteur primaire	-	-	-	-	-	-	52,6	45,3	16,1
Services publics	-	-	-	-	-	-	31,3	29,4	6,5
Construction	14,7	8,9	65,2	15,8	12,5	26,4	179,2	150,3	19,2
Fabrication	31,6	27,9	13,3	33,6	31,0	8,4	668,4	671,6	-0,5
Commerce	52,4	46,1	13,7	63,4	53,2	19,2	595,1	560,5	6,2
Transports, entreposage	10,4	10,9	-4,6	10,1	10,6	-4,7	151,1	171,6	-11,9
Finance, assurances, immobilier et location	19,4	26,0	-25,4	23,6	32,5	-27,4	190,0	190,6	-0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	21,6	24,1	-10,4	24,5	26,8	-8,6	226,7	201,3	12,6
Gestion d'entreprises, services adm. et autres	10,5	13,1	-19,8	11,3	14,0	-19,3	131,1	116,6	12,4
Services d'enseignement	23,5	14,5	62,1	25,7	17,9	43,6	221,4	202,9	9,1
Soins de santé et assistance sociale	46,5	42,5	9,4	54,2	46,5	16,6	416,1	396,6	4,9
Information, culture et loisirs	12,2	14,6	-16,4	11,4	14,9	-23,5	166,6	165,8	0,5
Hébergement et services de restauration	29,0	26,2	10,7	30,4	24,5	24,1	211,0	226,3	-6,8
Autres services	17,8	16,3	9,2	17,9	16,4	9,1	161,7	159,9	1,1
Administrations publiques	34,6	32,3	7,1	39,8	35,3	12,7	212,5	207,2	2,6
Ensemble des secteurs	329,5	310,0	6,3	366,5	342,8	6,9	3 682,4	3 561,2	3,4

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée en janvier 1999 par le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 1.6

EMPLOI PAR GRAND GROUPE PROFESSIONNEL

Capitale-Nationale et RMR Québec et ensemble du Québec

Groupe professionnel	Capitale Nationale			RMR Québec			Ensemble du Québec		
	3e trimestre		Variation	3e trimestre		Variation	3e trimestre		Variation
	2002 (000)	2001 (000)	%	2002 (000)	2001 (000)	%	2002 (000)	2001 (000)	%
Gestion	26,2	21,2	23,6	31,2	25,9	20,5	301,5	301,7	-0,1
Affaires, finances et administration	61,0	60,1	1,5	70,2	67,8	3,5	648,9	626,5	3,6
Sciences naturelles et appliqués et professions apparentées	28,6	23,0	24,3	34,0	30,5	11,5	265,3	220,0	20,6
Secteur de la santé	24,8	22,5	10,2	29,5	25,1	17,5	220,8	209,8	5,2
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	31,1	20,2	54,0	33,6	23,2	44,8	244,1	225,8	8,1
Arts, culture, sports et loisirs	11,5	14,8	-22,3	12,5	16,3	-23,3	117,4	117,8	-0,3
Ventes et services	93,3	96,9	-3,7	104,3	103,3	1,0	904,5	909,2	-0,5
Métiers, transport et machinerie	39,0	32,9	18,5	39,1	34,8	12,4	503,9	480,4	4,9
Prof. propres au secteur primaire	-	5,6	-	-	4,2	-	123,1	114,0	8,0
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	11,2	12,9	-13,2	9,7	11,8	-17,8	353,0	356,0	-0,8
Ensemble des professions	329,5	310,0	6,3	366,5	342,8	6,9	3 682,4	3 561,2	3,4

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

Les estimations selon les groupes de professions (CTP de 1980) ont été remplacé en janvier 1999 par la classification de 1991 (CTP de 1991).

Source : Enquête sur la population active. Compilations spéciales. Statistique Canada.

Tableau 1.7

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (milliers)

Secteur d'activité	Ensemble du Québec		Variation %
	3 ^e trimestre		
	2002	2001	
Agriculture	67,7	65,3	3,7
Foresterie et exploitation forestière	34,7	29,2	18,8
Pêche, chasse et piégeage	4,2	5,0	-16,0
Extraction minière	13,7	11,1	23,4
Services publics	31,3	29,4	6,5
Construction	179,2	150,3	19,2
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	72,8	74,0	-1,6
Usines de textiles et de produits textiles	18,7	20,8	-10,1
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	54,1	75,8	-28,6
Fabrication de produits en bois	69,5	59,1	17,6
Fabrication du papier	36,2	36,5	-0,8
Impression et activités connexes de soutien	26,5	36,2	-26,8
Fabrication de produits chimiques	42,7	42,2	1,2
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	33,5	31,7	5,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	16,4	17,6	-6,8
Première transformation des métaux	35,9	32,9	9,1
Fabrication de produits métalliques	39,9	49,3	-19,1
Fabrication de machines	24,6	32,7	-24,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	31,7	32,3	-1,9
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	18,3	16,9	8,3
Fabrication de matériel de transport	69,3	50,7	36,7
Fabrication de meubles et de produits connexes	46,3	36,3	27,5
Activités diverses de fabrication	32,1	26,5	21,1
Commerce de gros	126,9	128,2	-1,0
Commerce de détail	468,2	432,2	8,3
Transport et entreposage	151,1	171,6	-11,9
Finance	91,1	92,9	-1,9
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	50,6	50,6	0,0
Services immobiliers	29,9	30,8	-2,9
Services de location et de location à bail	18,3	16,4	11,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	226,7	201,3	12,6
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	131,1	116,6	12,4
Services d'enseignement	221,4	202,9	9,1
Soins de santé et assistance sociale	416,1	396,6	4,9
Information, culture et loisirs	166,6	165,8	0,5
Hébergement et restauration	211,0	226,3	-6,8
Autres services	161,7	160,0	1,1
Administration fédérale (incluant la défense)	56,8	65,5	-13,3
Administrations publiques provinciales et territoriales	80,1	65,1	23,0
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	75,6	76,6	-1,3
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 682,4	3 561,2	3,4

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée en janvier 1999 par le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SIAN)

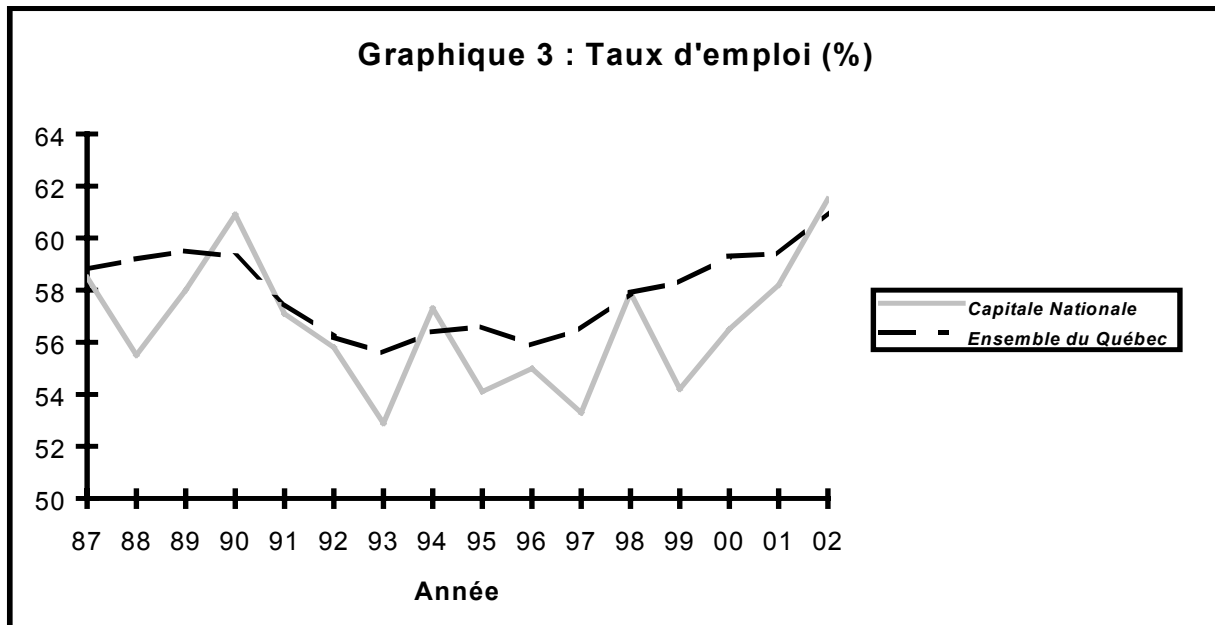
Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 3 et 4

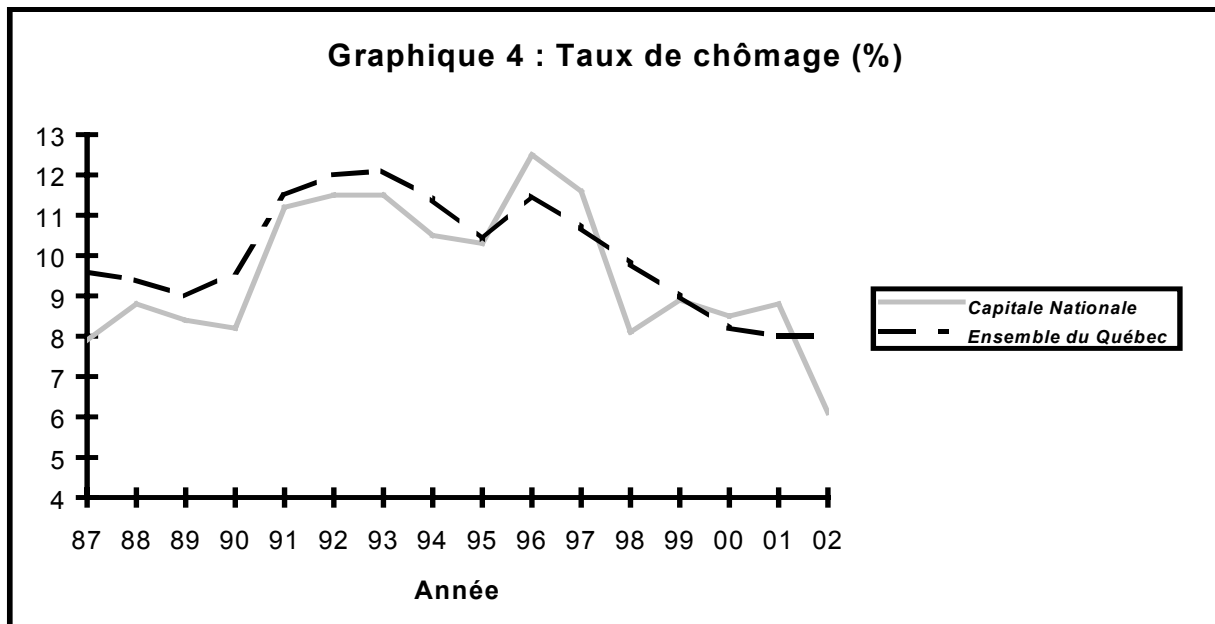
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)

Capitale Nationale et ensemble du Québec

3^e trimestre 2002

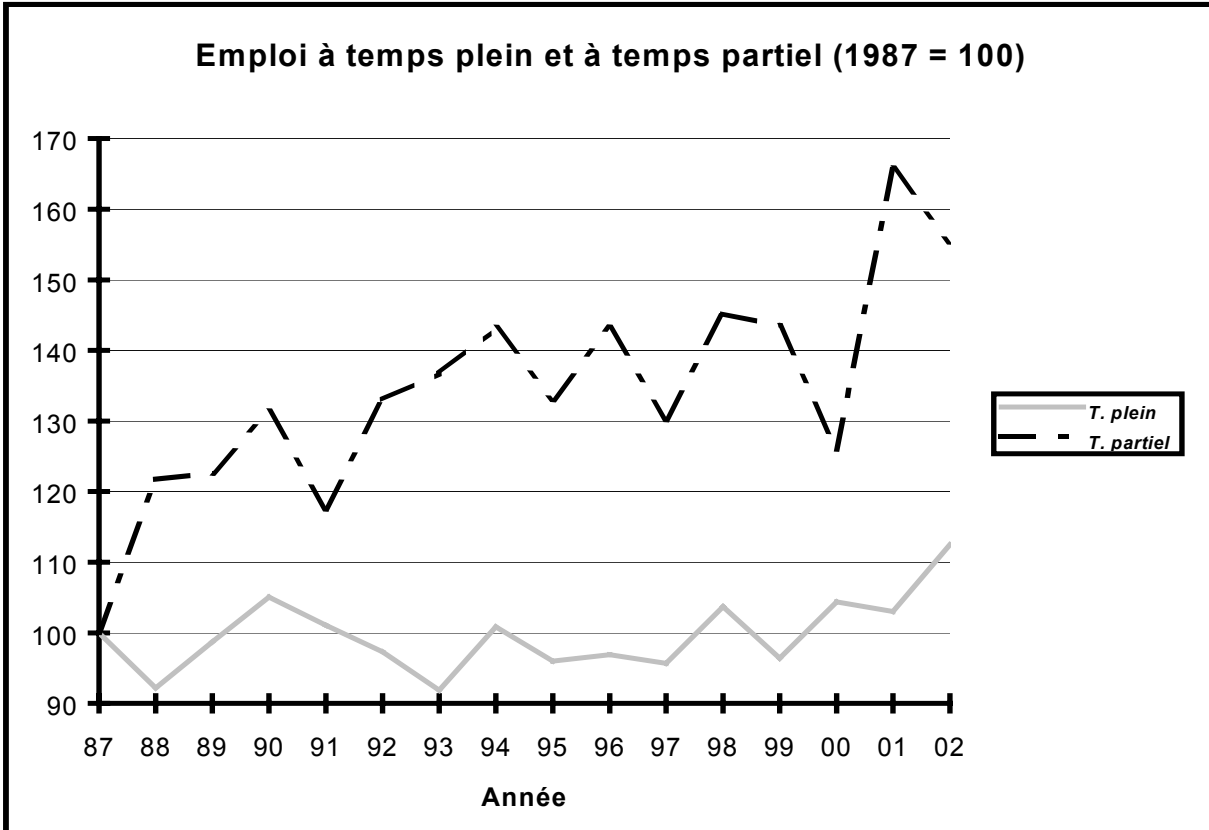


Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
Capitale Nationale
3e trimestre 2002



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

2 L'ACTUALITÉ RÉGIONALE

2.1 Les entreprises

Au cours du troisième trimestre de 2002, certaines entreprises ont marqué l'activité économique régionale. Nous constatons à la lecture du tableau 2.1 que plusieurs entreprises actives dans les secteurs du commerce de détail, du transport et de l'entreposage, de même que des services professionnels, scientifiques et techniques, prévoient augmenter leur effectif à court et à moyen terme. Il s'agit, entre autres, des Promenades Beauport (+350 emplois), de Home Depot (+300 emplois), de Zellers (+112 emplois), de Winners (+85 emplois), de Pascan Aviation (+170 emplois), du Centre de recherche de l'Université Laval (+30 emplois) et de Génome Québec (à déterminer).

On signale des pertes d'emplois pour les secteurs de la fabrication de produits électroniques, informatiques et électriques ainsi que de la machinerie et de l'imprimerie. En effet, des réductions d'effectif ont été annoncées chez Cybernétique (70 emplois), LYRtech (15 emplois), LBS technologies inc. (15 emplois) et Oniga inc. (35 emplois).

Tableau 2.1
LES ENTREPRISES ET L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE RÉGIONALE
Région de la Capitale-Nationale – 3^e trimestre 2002

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
AGRICULTURE	Porcherie Duchesne (Charlevoix)	Une porcherie appartenant au réseau Sogeporc de la Coopérative agricole du Québec sera construite au coût de 1,7 M\$. L'entreprise produira entre 13 000 et 15 000 porcelets par année. (<i>Le Soleil</i> , 29 juillet 2002)	--	--
MINES	Mines d'or Virginia (Québec)	Grâce à un placement privé de 750 000\$, la compagnie pourra continuer ses recherches à l'aide d'une nouvelle technologie, MegaTEM, qui permet de détecter du haut des airs des anomalies géophysiques. (<i>Au Courant</i> , 5 juillet 2002)	--	--
ALIMENTS ET BOISSONS	Les Sentiers Jeunessor (Portneuf)	L'entreprise a obtenu une subvention de 24 500\$ du CLD de Portneuf et une de 100 300\$ du Fonds de jeunesse Québec pour construire une nouvelle serre. (<i>Courrier de Portneuf</i> , 23 juin 2002)	Création de 3 emplois	--
	Cuisines Rochette (Vanier)	La coopérative Nutrior veut se départir de sa division alimentaire et cherche donc un nouvel acquéreur pour poursuivre sa croissance. (<i>Le Journal de Québec</i> , 18 juillet 2002)	--	--
	Dé-li-bon (Loretteville)	L'entreprise, mise en faillite à l'automne dernier, a été reprise par trois hommes d'affaires. La relance de l'entreprise s'est faite sous le nom de Délibon-Multi-Salades. (<i>Au Courant</i> , 9 août 2002)	Création de 15 emplois	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Agropur	Cette compagnie, spécialisée dans la fabrication du beurre, crème et autres produits laitiers, est sur le point d'enclencher les travaux d'agrandissement de son usine agroalimentaire à Québec, au coût d'environ 1,5 M\$. (L'Indicateur de projets, 31 août 2002)	--	--
	Biscuits Leclerc (Saint-Augustin-de-Desmaures) (350 employés)	La demande pour les produits céréaliers est en croissance. Le tiers de la production de l'entreprise prend le chemin des États-Unis. Cet agrandissement nécessitera des coûts de 5 M\$. (Le Soleil, 21 août 2002) (Le Journal de Québec, 24 septembre 2002)	Création d'un nombre indéterminé d'emplois	--
	Maison d'affinage Maurice Dufour inc. (Baie-Saint-Paul)	Cette compagnie, spécialisée dans la production des fromages de type artisanal, prévoit entreprendre dans les prochaines semaines les travaux d'agrandissement de son usine au coût de 250 000\$. (L'Indicateur de projets, 30 septembre 2002)	--	--
INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT	Louis Garneau (Saint-Augustin-de-Desmaures)	La firme de vêtements et d'articles de sport a l'œil sur le constructeur de vélos haut de gamme Marinoni de Lachenaie. (Le Journal de Québec, 19 septembre 2002)	--	--
INDUSTRIE DU BOIS	Abitibi-Consolidated (Charlevoix)	La compagnie a fermé toutes les usines de sciage du Québec. Des emplois ont été touchés par la surtaxe américaine. (Au Courant, 5 juillet 2002)	Perte de 417 emplois	--
	Industries de bois Saint-Raymond (Saint-Raymond)	Des investissements de 1,5 M\$ sont consacrés à la reconstruction des séchoirs à bois détruits par un incendie l'hiver dernier. (Au Courant, 5 juillet 2002)	--	--
	Solaris Québec (L'Ange-Gardien)	Cette compagnie, spécialisée dans la fabrication de portes et fenêtres en acier et PVC, vient de lancer les travaux d'agrandissement de son usine au coût de 3,5 M\$. (L'Indicateur de projets, 15 septembre 2002)	--	--
PAPIER ET PRODUITS CONNEXES	Stadacona (Limoilou)	L'usine passera dans les mains d'un nouveau propriétaire, pour la cinquième fois depuis sa création, à la suite de la faillite d'Enron. La compagnie Kruger se montre intéressée. (Le Journal de Québec, 26 juillet 2002)	--	--
	Stadacona (Limoilou)	Dans le but d'augmenter sa production de pâte recyclée, l'entreprise a annoncé l'arrivée de son nouvel équipement de désencrage de près de 20 M\$. (Le Journal de Québec, 14 août 2002)	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Stadacona (Limoilou)	La direction de l'entreprise vise un projet de 15 mégawatts afin d'alimenter son usine de Limoilou. Il en coûtera 50 M\$. (<i>Le Carrefour</i> , 15 septembre 2002)	--	--
IMPRIMERIE ET ÉDITION	Oniga inc. (Sainte-Foy) (35 employés)	L'entreprise a fait cession de ses biens en mai dernier. (<i>Au Courant</i> , 5 juillet 2002)	Perte de 35 emplois	--
	Imprimerie Transcontinentale (Sainte-Foy)	Le chantier est en cours, au coût de 6 M\$, pour la construction d'un immeuble qui regroupera Litho Acme Prescom et Litho Acme Renaissance, deux imprimeries appartenant à Transcontinentale. (<i>Le Journal de Québec</i> , 9 août 2002)	--	--
FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES	Option Métal recyclé (Québec)	L'entreprise de récupération de métal vient de voir le jour dans la région grâce à un investissement de 200 000\$. (<i>Le Journal de Québec</i> , 29 juin 2002)	Création de 10 emplois	--
MACHINERIE	LBS Technologies inc. (Vanier) (15 employés)	L'entreprise a fait cession de ses biens en juin dernier. (<i>Au Courant</i> , 5 juillet 2002)	Perte de 15 emplois	--
	Usital Canada (Neuville)	Afin de progresser dans la commercialisation de deux nouvelles technologies prometteuses, Usital Canada pourra compter sur un investissement de 900 000\$, provenant de Capital régional et coopératif Desjardins, du Fonds d'investissement Desjardins de Québec, du Fonds régional de solidarité FTQ Québec et d'Innovatech Québec. (<i>Le Soleil</i> , 4 septembre 2002)	--	--
FABRICATION DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES, INFORMATIQUES ET ÉLECTRIQUES	Fiso Technologies (Sainte-Foy)	L'entreprise prévoit un agrandissement de ses nouveaux locaux. En août, les employés doivent s'installer dans les locaux à proximité du parc technologique. Ce sera l'occasion de renouveler une partie de l'équipement au coût de 3 M\$. (<i>Le Soleil</i> , 15 juillet 2002)	--	--
	Victhom (Saint-Augustin-de-Desmaures) (20 employés)	Le manufacturier vient de signer une entente exclusive d'exploitation mondiale d'un capteur neuroélectrique avec la société Univalor. Victhom sera donc la seule entreprise au monde à pouvoir exploiter le capteur. (<i>Le Journal de Québec</i> , 17 juillet 2002)	--	--
	Cybernétique (Sainte-Foy)	Le plus important manufacturier d'ordinateurs au Québec a fait faillite à la fin du mois de juillet dernier. (<i>Le Soleil</i> , 2 août 2002)	Perte de 70 emplois	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Exfo (Vanier)	L'entreprise connaîtra le premier exercice déficitaire de son histoire. Les dirigeants prévoient que leur entreprise enregistrera un chiffre d'affaires en chute de 55 % par rapport à l'an dernier. (<i>Le Soleil</i> , 2 août 2002)	--	--
	APN (Québec)	Des anciens employés d'APN réclament la mise en faillite de l'entreprise. Ils espèrent, par cette démarche, toucher les indemnités de départ. (<i>Le Soleil</i> , 6 août 2002)	--	--
	APN (Québec)	L'entreprise déménage dans les locaux de l'Institut national d'optique (INO), où elle poursuivra ses activités de recherche. (<i>Le Soleil</i> , 14 août 2002)	--	--
	LYRtech (Vanier)	L'absence totale de ventes dans le domaine de l'optique depuis au moins trois trimestres force l'entreprise à mettre à pied, temporairement, une quinzaine de travailleurs et à réduire la semaine de travail d'une demi-douzaine d'autres. (<i>Le Journal de Québec</i> , 17 août 2002)	Perte temporaire de 15 emplois	--
	R/D Tech (Sainte-Foy)	L'entreprise rapatriée à Québec les activités de Tektrend, une petite entreprise montréalaise acquise en novembre. R/D Tech Aero, nouveau nom de la filiale, a transféré une dizaine de travailleurs. L'entreprise, qui a congédié 14 employés récemment, précise que ces travailleurs devraient être de retour dès l'automne. Elle prévoit offrir une centaine de nouveaux emplois en 2002. (<i>Le Soleil</i> , 21 août 2002)	--	--
	Groupe TelPlus (Québec)	Après deux années de recherche et développement, le Groupe TelPlus a mis au point une carte qui émet un son pour authentifier les transactions effectuées par ordinateur ou par téléphone. Cette invention, qui a déjà été approuvée, offre une sécurité à cet égard. (<i>Le Carrefour</i> , 25 août 2002)	--	--
	Dynagram (Québec) (40 employés)	Cette PME de Québec, spécialisée dans les logiciels d'impression, est devenue la seule entreprise de sa catégorie à offrir deux logiciels d'imposition à ses clients, en achetant INposition. (<i>Le Soleil</i> , 26 août 2002)	Création de 6 emplois	--
	TSO3 (Sainte-Foy)	L'entreprise spécialisée en technologie de stérilisation à l'ozone vient de signer un contrat de licence permettant d'exploiter commercialement, en exclusivité, des brevets relatifs à l'invention d'un appareil. Le marché potentiel est évalué à 260 M\$ US. (<i>Le Journal de Québec</i> , 10 septembre 2002)	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Gentec (Sainte-Foy)	L'entreprise, qui fabrique des équipements de mesure et de contrôle de l'énergie, investit près de 1 M\$ et triplera sa production à Québec. (<i>Le Journal de Québec</i> , 12 septembre 2002)	Création de 20 emplois	--
PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES	TGN Biotech (Sainte-Foy)	La compagnie biopharmaceutique veut construire un centre de reproduction porcine pour fabriquer des médicaments. La compagnie veut implanter des centres de production à Saint-Ubalde et à Saint-Tite-des-Caps. (<i>Courrier de Portneuf</i> , 23 juin 2002)	Création de 20 emplois	--
	Bioxel Pharma (Sainte-Foy)	Innovatech Québec a investi 1 M\$ dans Bioxel Pharma pour permettre à l'entreprise de poursuivre son plan de développement. (<i>Le Journal de Québec</i> , 3 septembre 2002)	--	--
	Advitech (Vanier)	Les Laboratoires Jamieson, de Toronto, acquièrent la marque de produits amaigrissants ProMedis, qui appartenait à Advitech Solutions. La transaction serait d'environ 1,5 M\$. (<i>Au Courant</i> , 6 septembre 2002)	--	--
CONSTRUCTION	Ventilation Bati-Vent inc. (Neufchâtel) (6 employés)	Une vente en justice de l'entreprise a été organisée en juin dernier. (<i>Au Courant</i> , 5 juillet 2002)	Perte de 6 emplois	--
	Victor Parent inc. (Beauport) (15 employés)	L'entreprise a fait cession de ses biens en mai dernier. (<i>Au Courant</i> , 5 juillet 2002)	Perte de 15 emplois	--
	Plomberie A.L. (Beauport) (5 employés)	L'entreprise a fait cession de ses biens en juin dernier. (<i>Au Courant</i> , 5 juillet 2002)	Perte de 5 emplois	--
	Construction Dutran inc. (Québec)	Les travaux sont en chantier pour la construction d'un bâtiment commercial qui abritera une clinique médicale et une pharmacie Brunet à Duberger. (<i>L'Indicateur de projets</i> , 31 août 2002)	--	--
	Développement Marina-Québec (Québec)	Les travaux de réhabilitation de 11 unités de logements toucheront 4 immeubles, dont celui qui abritait le bar-spectacles D'Auteuil. (<i>L'Indicateur de projets</i> , 15 août 2002)	--	--
	Holland Center et St. Brigid's Home (Sillery)	Les deux établissements envisagent la construction d'une résidence pour personnes âgées dans Sillery. Le projet, estimé à 2 M\$, serait exclusivement destiné à la clientèle anglophone. (<i>Le Carrefour</i> , 1 ^{er} septembre 2002)	--	--
	Ville de Vanier (Vanier)	Différents lots de soumissions viennent d'être lancés pour la construction d'une bibliothèque municipale au coût de 1,4 M\$. (<i>L'Indicateur de projets</i> , 15 septembre 2002)	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Les immeubles Henrivon inc. (Québec)	Des travaux de construction d'un édifice à bureaux démarreront bientôt au coût de 1 M\$. (L'Indicateur de projets, 15 septembre 2002)	--	--
	Société des traversiers du Québec (Québec)	La société reçoit, jusqu'à la mi-octobre, des demandes de soumissions pour la construction de son nouveau siège social au coût de 2,8 M\$. (L'Indicateur de projets, 30 septembre 2002)	--	--
	Gestion immobilière Rouillard (Québec)	Les travaux viennent de commencer pour la construction d'un édifice de 6 unités en copropriété au coût de 600 000\$. (L'Indicateur de projets, 30 septembre 2002)	--	--
TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	Cité Aviation (Sainte-Foy)	Un nouveau transporteur aérien pour les gens d'affaires voit le jour à Québec avec le lancement de Cité Aviation. Le début des activités est prévu pour la fin août. Le projet est évalué à 450 000\$ (Le Journal de Québec, 8 août 2002)	Création de 6 emplois	Emplois permanents
	Bax Global (Sainte-Foy)	L'entreprise quadruple la superficie de ses bureaux à Québec. Elle inaugurera, en août, ses nouveaux locaux par l'entremise d'une journée porte ouverte. (Le Soleil, 8 août 2002)	--	--
	Messagerie Beau-Par Transport (Charlesbourg)	À la suite d'une croissance fulgurante, l'entreprise vient de déménager sur Pierre-Bertrand. Le nombre d'employés est passé de 80 à 125 et son chiffre d'affaires a grimpé de 5 à 8 M\$ en quatre ans seulement. (Le Journal de Québec, 9 août 2002)	Création	--
	Pascan Aviation (Sainte-Foy)	L'entreprise a investi 9 M\$ pour acquérir deux appareils afin d'ajouter une douzaine de destinations à son offre aérienne. (Au Courant, 9 août 2002)	Création de 170 emplois	--
	Les entreprises Serge Tanguay	Les gens de Thetford Mines pourront prendre l'autobus pour se rendre à Québec à compter du mois d'août. L'entreprise, qui portera le nom d'Autobus A1, a obtenu un permis temporaire d'une durée de 45 jours. (Le Journal de Québec, 10 août 2002)	--	--
	Tango	Tango, le transporteur à bas tarifs d'Air Canada, offrira, à partir de décembre, trois vols directs par semaine entre Québec et Fort Lauderdale en Floride. (Le Soleil, 13 septembre 2002)	--	--
COMMUNICATIONS	Cogeco (Québec)	L'entreprise, qui s'engage à investir 1 M\$ sur sept ans, aménagera de nouveaux studios à Québec. (Au Courant, 9 août 2002)	Création possible de 25 emplois	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	AT&T Communications sans fil (Beauport)	La compagnie a inauguré en août dernier une nouvelle succursale aux Promenades Beauport. (<i>Au Courant</i> , 6 septembre 2002)	Création de 4 emplois	--
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Vidéotron (Vanier)	Le conflit perdure, mais la médiation a ramené les actes de sabotage à une plus petite échelle. Les plaintes n'ont cependant pas diminué. La grève fut déclenchée, entre autres, à cause de la vente du service d'installation et de réparation de Vidéotron à Entourage. (<i>Le Soleil</i> , 1 ^{er} août 2002)	--	--
	Avantage Link (Québec)	CogiNetwork et Adhersis North America sont passées aux mains d'Avantage Link. Adhersis est devenue une filiale d'Avantage Link sous le nom de AVK Adhersis. Ses activités se poursuivent normalement à l'intérieur du CDTI. (<i>Le Journal de Québec</i> , 6 août 2002)	--	--
	Solution Recherche inc. (Sainte-Foy) (2 employés)	L'entreprise a fait cession de ses biens en juillet dernier. (<i>Au Courant</i> , 9 août 2002)	Perte de 2 emplois	--
INFORMATIQUE	Harfang Technologies (Pont-Rouge)	L'entreprise a décroché un contrat de 575 000\$ de la Ville de Montmagny pour lui fournir un système intégré d'aide à la décision (SIAD) pour la gestion intégrée de ses réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie. (<i>Courrier de Portneuf</i> , 7 juillet 2002)	--	--
	Korem (Québec)	L'entreprise, spécialisée dans la cartographie interactive, accumule les bonnes nouvelles. Innovatech Québec et CDP Accès Capital investissent 1 M\$ dans Korem. (<i>Le Soleil</i> , 5 août 2002)	--	--
	Médiosolution (Québec)	L'entreprise recommence à embaucher du personnel après avoir frôlé la faillite. (<i>Le Soleil</i> , 12 août 2002)	Création possible de 5 emplois	--
SERVICES PUBLICS	Pyrovac (Sainte-Foy)	L'entreprise, officiellement mise en faillite par la Cour supérieure, met fin à ses activités ainsi qu'à celles de ses filiales. (<i>Le Journal de Québec</i> , 24 juillet 2002)	Perte de 60 emplois	--
	H2O Innovation (Sainte-Foy)	La compagnie vient de faire l'acquisition de trois firmes montréalaises faisant partie du Groupe OxydH2O. L'entreprise prévoit ainsi accroître son expertise dans le domaine du traitement des eaux usées. (<i>Le Journal de Québec</i> , 20 septembre 2002)	--	--
COMMERCE DE DÉTAIL	Acura Optima (Vanier)	Acura Optima a annoncé un investissement de 1,2 M\$ au cours des prochains mois dans l'agrandissement et la rénovation de sa concession automobile. (<i>Le Soleil</i> , 2 juin 2002)	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Ernest (Sainte-Foy)	Le magasin spécialisé dans les vêtements pour hommes s'est refait une beauté au coût de 175 000 \$. (L'Appel, 30 juin 2002)	--	--
	Provigo (Baie-Saint-Paul)	Un incendie a ravagé le marché d'alimentation, faisant une soixantaine de chômeurs, en plus de causer pour environ 1,5 M\$ de dommages matériels. (Le Journal de Québec, 7 juillet 2002)	--	--
	Zellers (Charlesbourg)	Zellers a ouvert un magasin aux Galeries de la Capitale, dans l'ancien local de Wal-Mart, en juillet dernier. Son ouverture a nécessité un investissement de 17 M\$. (Le Journal de Québec, 12 juillet 2002)	Création de 112 emplois	--
	Supermarché Provigo (Baie-Saint-Paul) (38 employés)	Les travaux de reconstruction demanderont des investissements de 10 M\$. (L'Indicateur de projets, 31 juillet 2002)	Création de 38 emplois lors de la reconstruction	--
	Home Depot (Sainte-Foy, Vanier)	Home Depot a 300 postes à combler en vue de l'ouverture de ses deux magasins le 31 octobre. Les coûts du terrain, de la construction et de l'aménagement du terrain atteindront les 25 M\$. (Le Journal de Québec, 8 août 2002)	Création de 300 emplois	Postes à temps plein et à temps partiel
	Club Tissus (Vanier) (14 employés)	La succursale du magasin a fermé ses portes en mai dernier. (Au Courant, 5 juillet 2002)	Perte de 14 emplois	--
	Le Travailleur sportif (Limoilou) (5 employés)	L'entreprise a organisé une vente de fermeture en juin dernier. (Au Courant, 5 juillet 2002)	Perte de 5 emplois	--
	Canadian Tire (Vanier)	Le commerce déménage à l'emplacement du feu Lebourgneuf. La nouvelle bâtisse accueillera le personnel du magasin Canadian Tire actuellement situé sur le boulevard du Jardin à Charlesbourg. Il s'agit d'un investissement de 12 M\$. (L'Actuel, 2 août 2002)	Création de 65 emplois	--
	Boom Ski Vélo (Lac-Beauport) (5 employés)	L'entreprise a fait cession de ses biens en juillet dernier. (Au Courant, 9 août 2002)	Perte de 5 emplois	--
	Omer DeSerres (Sainte-Foy)	La deuxième génération de magasins pour l'entreprise a ouvert dans l'ancien cinéma de Place Sainte-Foy. Un investissement de 2 M\$ a été nécessaire. (Le Soleil, 15 août 2002)	--	--
	Mitsubishi (Vanier)	Un premier concessionnaire Mitsubishi vient d'ouvrir ses portes à Québec. D'ici la fin de l'année, plus de 5 M\$ seront investis. (Le Journal de Québec, 4 septembre 2002)	Création de 30 emplois	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Provigo (Charlesbourg)	Après des travaux de rénovation de 1 M\$, le supermarché a été inauguré en août dernier. (Au Courant, 6 septembre 2002)	--	--
	Winners (Beauport)	Le détaillant a procédé en août dernier à l'ouverture officielle d'un nouveau magasin aux Promenades Beauport. (Beauport Express, 7 septembre 2002)	Création de 85 emplois	--
	Souris Mini (Sainte-Foy)	L'entreprise, spécialisée dans la conception et la fabrication de vêtements pour enfants, vient d'ouvrir une boutique à Place de la Cité. (L'Appel, 12 septembre 2002)	--	--
	Canac-Marquis (Beauport) (15 employés)	La succursale de Beauport, implantée en 1973, n'a pu résister à l'arrivée des grandes superficies. (Le Journal de Québec, 18 septembre 2002)	Perte de 15 emplois	--
	Galeries Charlesbourg (Charlesbourg)	Ivanhoe Cambridge investit 4 M\$ pour agrandir son centre commercial de la 1 ^{re} Avenue. La fin des travaux est prévue en février ou en mars 2003. (Le Journal de Québec, 19 septembre 2002)	--	--
	Promenades de Beauport (Beauport)	Le centre commercial, propriété de Fonds de placement immobilier Cominar, s'agrandit (20 M\$) pour mieux servir l'est de la région. L'ajout de deux nouvelles ailes permet l'arrivée de 60 nouveaux magasins. (Le Soleil, 18 septembre 2002)	Création de 350 nouveaux emplois	--
	Pharmacie Jean Coutu (Val-Bélair)	Le 18 septembre dernier avait lieu, à Place Val-Bélair, l'inauguration de la toute nouvelle pharmacie Jean Coutu. (L'Appel, 24 septembre 2002)	--	--
INTERMÉDIAIRES FINANCIERS	Banque de Montréal (Charlesbourg)	La Banque de Montréal ouvrira sa première succursale équipée d'un guichet à l'auto, aux Galeries de la Capitale. Le projet nécessite un investissement de 3 M\$. (Au Courant, 9 août 2002)	--	--
	Banque Nationale (Québec)	Après avoir effectué la première phase des travaux de rénovation, la Banque Nationale procède actuellement à la seconde phase de son plan de restauration, qui sera réalisée au coût de 420 000 \$. (Au Courant, 6 septembre 2002)	--	--
IMMOBILIER	Méga-Parc des Galeries de la Capitale (Charlesbourg)	Le nouveau mur d'escalade a été inauguré en juillet dernier, au coût de 275 000\$. (Au Courant, 9 août 2002)	--	--
LABORATOIRES DE RECHERCHE	Inno-Centre (Québec)	Cet organisme sans but lucratif, visant à assister les entreprises technologiques dans leur démarrage, a ouvert 4 bureaux depuis le début de l'année. (Les Affaires, 27 juillet 2002)	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Solution Recherche (Sainte-Foy)	L'entreprise de biotechnique a déclaré faillite en juillet dernier. Ce n'est pas le manque d'argent, mais plutôt l'inachèvement d'un produit qui a fait couler l'entreprise. (<i>Le Soleil</i> , 16 août 2002)	--	--
	Centre de recherche de l'Université Laval (Sainte-Foy)	Un nouveau centre de recherche voit le jour à l'Université Laval grâce à un investissement de 9,5 M\$ qui soutiendra les méthodes de travail des entreprises forestières du Québec. Cette injection s'étale sur cinq ans et permet la création d'un consortium sur les affaires électroniques pour l'industrie forestière (FORAC). (<i>Le Journal de Québec</i> , 24 août 2002)	Création de 30 emplois	Postes de chercheurs
	Génome Québec	Une nouvelle entreprise a été créée, reprenant les éléments d'actif de la division génomique de SignalGène, sous le nom d'Alethia Biothérapeutiques. Alethia représente un investissement de 6,2 M\$ de la part de Génome Québec. (<i>Le Soleil</i> , 6 septembre 2002)	Création d'emplois au cours des trois prochaines années	--
ENSEIGNEMENT	La Boulangère sourde (Cap-Rouge)	La Fondation des sourds du Québec vient d'ouvrir la première école-boulangerie, au coût de 100 000 \$. L'école offre un programme de formation spécialisée d'un an. (<i>Le Journal de Québec</i> , 18 juillet 2002)	--	--
	Séminaire Saint-François (Saint-Augustin-de-Desmaures)	Les demandes de soumissions sont sur le point d'être lancées pour l'agrandissement d'une aile pour la 5 ^e secondaire, au coût de 2,5 M\$. (<i>L'Indicateur de projets</i> , 31 juillet 2002)	--	--
	Université Laval (Sainte-Foy)	Les plans et devis sont en préparation et les demandes de soumissions devront bientôt être lancées pour la réfection complète du système de ventilation du pavillon des Sciences de l'éducation, au coût de 4 M\$. (<i>L'Indicateur de projets</i> , 30 septembre 2002)	--	--
	Commission scolaire de Portneuf (Donnacona)	Les demandes de soumissions sont sur le point d'être lancées pour l'agrandissement du centre de formation professionnelle La Croisée, au coût de 2,2 M\$. (<i>L'Indicateur de projets</i> , 30 septembre 2002)	--	--
GARDERIE	Le Kangourou (Neuville)	La construction de la garderie à 5 \$, qui créera 29 places, commencera en 2004 ou 2005. (<i>Courrier de Portneuf</i> , 14 juillet 2002)	Création de 6 emplois	--
	CPE Monsieur Grosse Bedaine (Beauport)	Le CPE a procédé à l'inauguration de ses nouveaux locaux. Les travaux ont coûté 180 000 \$. (<i>Au Courant</i> , 9 août 2002)	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	CPE Le Clin d'œil (Lac-Saint-Charles)	Le CPE a eu l'autorisation d'ouvrir une nouvelle installation de 37 places et de compléter son installation de Charlesbourg. Ce projet nécessite un investissement de 1 M\$. <i>(Au Courant, 9 août 2002)</i>	--	--
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	Château Bonne Entente (Sainte-Foy)	L'hôtel est sur le point de terminer ses travaux de modernisation de 10 M\$ avec le récent aménagement du Centre NAPA, concept californien de détente. <i>(Le Journal de Québec, 5 juillet 2002)</i>	--	--
	Angelo Café (Beauport)	Le restaurateur Angelo Malagardi a ouvert, en juin dernier, son établissement dans les anciens locaux du restaurant Metaxa. <i>(Au Courant, 5 juillet 2002)</i>	--	--
	Auberge Saint-Jean (Baie-Saint-Paul) (60 employés)	Un incendie a rasé le bâtiment principal, causant plus d'un demi-million de dollars de dommages. L'auberge sera reconstruite le plus tôt possible. <i>(Le Journal de Québec, 8 juillet 2002)</i>	--	--
	Les Hôtels Jaro Québec (Québec)	L'hôtelier Jacques Robitaille a décidé de mettre en œuvre son projet d'hôtel dans l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul, de la côte d'Abraham à Québec. Ce projet nécessitera un investissement de 30 M\$. <i>(Le Journal de Québec, 11 juillet 2002)</i>	--	--
	Auberge de jeunesse (Québec)	L'auberge de la rue Sainte-Ursule sera agrandie et rénovée au coût de 2 M\$. Les travaux pourraient débuter à l'automne et se terminer au printemps. <i>(Le Journal de Québec, 7 août 2002)</i>	--	--
	Les Folie's de Paris (Québec)	Le cabaret doit changer de formule pour survivre. On étudie actuellement la possibilité de présenter le spectacle des Folie's de Paris pour la saison d'été seulement et pour la période des Fêtes. Le cabaret offrirait alors sa salle de spectacles à d'autres producteurs intéressés à produire une formule différente. <i>(Le Journal de Québec, 7 août 2002)</i>	--	--
	Château Mont-Sainte-Anne (Beaupré)	Le Château envisage d'offrir à sa clientèle familiale des ateliers de cirque, avec la collaboration de l'École de cirque de Québec. Ce projet a nécessité un investissement de 130 000 \$. <i>(Au Courant, 9 août 2002)</i>	--	--
	Restaurants A&W	Les 11 établissements de la région de Québec seront entièrement rénovés au coût de 1 M\$. <i>(Au Courant, 9 août 2002)</i>	--	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Restaurant Le Four (Beauport)	Un onzième restaurant de la chaîne québécoise Resto Le Four a ouvert officiellement ses portes dernièrement, après des investissements de 800 000\$. Les propriétaires ont réembauché les 35 employés du Da Giovanni, l'ancien restaurateur de l'endroit. (Beauport Express, 10 août 2002)	Création de 10 emplois	--
	Le Café du Monde (Québec)	L'entreprise Restos-Plaisirs investit 2 M\$ pour le nouveau Café du Monde, restaurant qui ouvrira en octobre prochain dans la nouvelle gare maritime du Vieux-Port de Québec. (Le Soleil, 25 août 2002)	Création d'un nombre indéterminé d'emplois	Serveurs, cuisiniers, aides-cuisiniers et commis.
	Auberge du Ravage (Charlevoix)	Une fois reconstruite, l'auberge sera classée 5 étoiles et sera la seule au Québec parmi les quelque 25 auberges en forêt. Il s'agit d'un projet avoisinant le 1,5 M\$. (Le Soleil, 7 septembre 2002)	--	--
ART ET CULTURE	La Fenière (Sainte-Foy)	Des travaux de rénovation, estimés à 370 000\$, ont débuté en juillet dernier dans le cadre de la première phase de rénovation. (Au Courant, 9 août 2002)	--	--
	Maison du Meunier (Charlevoix)	Le feu a causé des dommages évalués à près de 125 000 \$ à la Maison du Meunier à l'île aux Coudres. (Au Courant, 6 septembre 2002)	--	--
	SODEC (Québec)	Au cours des prochaines semaines, des demandes de soumissions seront lancées pour la restauration de la maison historique « Maison Louis-Gervais Beaudoin », au coût de 500 000 \$. (L'Indicateur de projets, 15 septembre 2002)	--	--
DIVERTISSEMENT ET LOISIRS	Le Clap (Sainte-Foy)	Le cinéma poursuit sa croissance en ajoutant une petite salle, pour explorer de nouvelles avenues de programmation, au coût de 150 000 \$. (Le Soleil, 4 juillet 2002)	--	--
	YMCA (Québec)	Le YMCA cessera ses activités en août à la suite d'un avis d'expulsion signifié par la Société immobilière du Québec. L'organisme est appelé à disparaître, faute de pouvoir se loger ailleurs. (Le Journal de Québec, 10 juillet 2002)	Perte de 50 emplois	--
	Hippodrome de Québec (Limoilou)	La terrasse de l'hippodrome sera agrandie pour répondre à la demande, sans cesse croissante. (Le Journal de Québec, 14 juillet 2002)	--	--
	Club de golf du Manoir Richelieu (Pointe-au-Pic) (55 employés)	Le Manoir a pris les grands moyens : 10 M\$ pour refaire complètement son complexe de golf, qui ajoutera neuf trous à son parcours. (Le Soleil, 17 août 2002)	Création de 15 emplois	--

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise (Localité) (Nombre d'employés)	Événements et sources	Effets sur l'emploi	Précisions
	Centre de ski (Saint-Raymond)	L'acquisition des remontées mécaniques a coûté 55 000 \$, mais le déménagement et la reconstruction des équipements du Mont Castor, de Valcartier à Saint-Raymond, pourrait coûter 1 M\$. Ces équipements avaient été acquis afin de répondre aux besoins des Jeux du Québec. (Courrier de Portneuf, 29 août 2002)	--	--
	Camp Le Manoir (Les Éboulements)	Le camp a obtenu une aide financière de près de 18 000 \$ du CLD de Charlevoix. (Au Courant, 6 septembre 2002)	Maintien de 30 emplois	--
	Saint-Siméon Éco-Village de Charlevoix (La Malbaie)	Les travaux de modernisation et de mise en valeur de son éco-village démarreront bientôt, au coût d'environ 1,3 M\$. (L'Indicateur de projet, 15 septembre 2002)	--	--
	YMCA (Québec)	La YMCA de Québec a quitté ses locaux de l'avenue Laurier pour emménager dans un nouvel édifice du quartier Saint-Sacrement. (Le Journal de Québec, 18 septembre 2002)	Perte de 27 emplois	--
ÉCONOMIE SOCIALE	Moisson Québec (Sainte-Foy)	L'organisme, qui fournit de l'aide alimentaire aux personnes socio-économiquement défavorisées, a procédé à l'inauguration de ses nouveaux locaux. (Le Journal de Québec, 19 septembre 2002)	--	--
	Friperie de l'Ancre (Charlevoix)	Le 12 septembre dernier, l'équipe de l'Ancre a inauguré la friperie du même nom. (L'Hebdo Charlevoisien, 25 septembre 2002)	--	--

2.2 Les principaux chantiers de construction et le marché immobilier

Les principaux projets d'investissement en cours, les nouveaux projets d'investissement ainsi que les projets à l'étude sont présentés au tableau suivant. À sa lecture, on constate que la région de la Capitale-Nationale compte, au troisième trimestre de 2002, 17 nouveaux projets d'investissement dont le montant varie de 5 à 30 millions. À ces projets s'ajoutent 37 chantiers déjà annoncés ou en cours dans la région.

Parmi les 37 projets en cours dans la région, cinq requièrent des investissements de 50 millions de dollars et plus, neuf, entre 20 et moins de 50 millions, 14, entre 10 et moins de 20 millions et, enfin, neuf, entre 5 et moins de 10 millions. Le développement résidentiel « Les Jardins Rive-Gauche » (70 millions) est le chantier le plus important dans la région. Viennent ensuite les projets du Centre mère-enfant (68

millions) et la restauration du pont de Québec (60 millions).

Par ailleurs, on dénombre actuellement dans la région neuf projets à l'étude. Le plus important est, sans aucun doute, la construction d'un développement résidentiel et commercial par les Investissements René Saint-Pierre. Les négociations sont en cours.

Selon le bulletin de la construction, publié pour le troisième trimestre de 2002 par la Commission de la construction de Québec (CCQ), le nombre d'heures travaillées a augmenté de 7 % dans la région par rapport au même trimestre l'an dernier. Bien que l'on connaisse une baisse dans le secteur industriel, les secteurs institutionnel et commercial, génie civil et voirie ainsi que la construction résidentielle affichent tous des gains pour le troisième trimestre de 2002.

Le secteur résidentiel se conjugue avec une augmentation de 33% des mises en chantier de logements. Le secteur institutionnel et commercial est le plus important en terme de volume d'heures travaillées.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)¹ annonce, pour un deuxième trimestre consécutif, un fléchissement dans la revente de maisons. On a enregistré 1 172 transactions, ce qui constitue une baisse de 5,9 % par rapport au même trimestre l'an dernier.

Les principaux facteurs qui influent sur le marché de la revente sont l'emploi et les taux hypothécaires. Or, depuis mai 2000, la région connaît une forte création d'emplois et les taux sont à leur plus bas niveau depuis 40 ans. Pourquoi donc une baisse des transactions?

Il faut regarder du côté de l'offre pour trouver la réponse. L'offre est en effet insuffisante pour soutenir la demande. De 8 000 inscriptions en 1998, l'offre de propriétés à vendre ne cesse de diminuer pour atteindre à peine plus de 2 000 au troisième trimestre de 2002.

Le marché de la revente est donc à l'avantage des vendeurs, le nombre de vendeurs par acheteur étant de 4,9. Un marché équilibré offre des ratios de 8 à 10 vendeurs par acheteur. Cet état de fait amène une pression sur les prix, lesquels ont augmenté de 9,8 % au troisième trimestre de 2002.

¹ Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), *Analyse du marché de la revente*, 3^e trimestre 2002.

Tableau 2.2
PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS
 Région de la Capitale-Nationale – 3^e trimestre 2002

Site	Nom de l'entreprise ou du propriétaire	Montant de l'investissement (000 \$)	Date de début du chantier	Date de fin du chantier	Remarques
PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS					
Québec	Ogesco Construction inc.	70 000	Juin 2002	Juillet 2003	Développement résidentiel « Les Jardins Rive-Gauche »
Québec	C.H.U.Q (Pavillon C.H.U.L)	68 000	Mars 2001	Décembre 2004	Centre mère-enfant
Québec	Le Canadien National	60 000	Mai 1997	Mai 2006	Réfection du Pont de Québec
Québec, quartier Lebourgneuf	GPG Devimco inc.	55 000	Juillet 2001	Mars 2003	Centre commercial
Portneuf	J.Ford	50 000	Janvier 2001	Septembre 2003	Rénovation de moulin à papier
Sainte-Foy	Société des Parcs de sciences naturelles de Québec	48 000	Mars 2001	Mai 2003	Agrandissement et modernisation de zoo et aquarium
Sainte-Foy	Société immobilière Arbois inc.	37 000	Mars 2002	Juin 2003	Immeuble résidentiel
Sagard	Paul Desmarais	35 000	Juillet 2000	Février 2003	Manoir
Québec	INRS et Université du Québec	32 000	Juin 2002	Décembre 2003	Centre de recherche
Saint-Nicolas	G. Fournier, C. Michaud & A. Leblond	32 000	Novembre 1997	Octobre 2002	Développement résidentiel Roc Pointe (Phase 1 et 2)
Québec	Ministère des Transports	30 000	Mai 2002	Décembre 2002	Réfection du pont Pierre-Laporte
Charlesbourg	Société des parcs de sciences	25 000	Août 2001	Juin 2003	Modernisation de parc
Petite-Rivière-Saint-François	Société de développement du Massif Petite-Rivière-Saint-François	24 800	Mars 2001	Octobre 2002	Aménagement de piste de ski
Québec	Home Depot	20 000	Avril 2002	Décembre 2002	Magasin
Sainte-Foy	L'Industrielle-Alliance	20 000	Février 2001	Décembre 2002	Agrandissement d'immeuble à bureaux et stationnement
Québec	Société immobilière du Québec	18 000	Mai 2002	Juillet 2003	Immeuble à bureaux
Québec	Commission de la Capitale Nationale	17 900	Octobre 1998	Octobre 2002	Réaménagement de la colline parlementaire
L'Ange Gardien	Ministère des Transports	15 500	Avril 2002	Novembre 2002	Élargissement de boulevard
L'Islet	Stryker Bertec Médical	15 500	Janvier 2002	Juin 2003	Agrandissement d'usine
Québec	Société d'assurance-vie SSQ	15 000	Février 2001	Juin 2003	Rénovation d'immeubles à vocation multiple
Beauport	Cominar	14 000	Avril 2001	Août 2002	Agrandissement de centre commercial « Les Promenades Beauport »
Sainte-Foy	Commission scolaire des Découvreurs	13 000	Juillet 2001	Octobre 2002	Réaménagement d'immeuble à bureaux

Site	Nom de l'entreprise ou du propriétaire	Montant de l'investissement (000 \$)	Date de début du chantier	Date de fin du chantier	Remarques
Québec	Ville de Québec	12 600	Mai 2001	Décembre 2002	Réfection de route
Sainte-Foy	CR Gagnon	12 500	Mai 2002	Juin 2003	Immeuble résidentiel
Québec	Université Laval	12 000	Mars 2002	Juin 2003	Institut de recherche sur les aliments
Québec	Centre hospitalier affilié à l'Université Laval	10 000	Avril 2002	Décembre 2002	Réaménagement d'hôpital
Québec	Hôtel Saint-Antoine	10 000	Novembre 2001	Janvier 2003	Agrandissement d'hôtel
Québec	Investissements immobiliers Kevlar	10 000	Juin 2001	Avril 2003	Rénovation d'immeuble à bureaux
La Malbaie	Manoir Richelieu	10 000	Janvier 2002	Août 2005	Aménagement de terrain de golf et chalet d'accueil
Saint-Victor	Romaro Structure	10 000	Avril 2002	Avril 2003	Usine
Château Richer,	Ministère des Transports	9 500	Juin 2001	Octobre 2002	Réfection de route
Québec	CHUQ	8 400	Avril 2002	Décembre 2002	Agrandissement d'hôpital
Québec	CLSC-CHSLD-Basse-ville-Limoilou-Vanier	8 000	Janvier 2001	Juin 2003	Centre hospitalier de soins de longue durée et CLSC
Beauport	Gestion immobilière Méga inc.	7 500	Mars 2002	Décembre 2002	Développement résidentiel
Saint-Siméon	Centre hospitalier Saint-Joseph-de-la-Malbaie	6 300	Juin 2001	Décembre 2002	Centre d'accueil pour personnes âgées
Clermont	Centre hospitalier Saint-Joseph-de-la-Malbaie	6 300	Avril 2002	Décembre 2002	Centre de soins longue durée
Pont-Rouge	Déneigement M.L enr.	6 300	Octobre 2001	Février 2004	Rénovation de centrale électrique
Québec	Landco	6 000	Mai 2002	Avril 2003	Immeuble résidentiel
Cap-Rouge	A. Rousseau Construction inc.	5 000	Avril 2002	Décembre 2003	Développement résidentiel « Le Domaine Bon Pasteur »
Disraeli	Foyer de Disraeli	5 000	Avril 2002	Novembre 2002	Agrandissement et rénovation du centre de soins longue durée

NOUVEAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT

Sainte-Foy	Cominar	30 000	Juillet 2002	Décembre 2003	Immeuble à bureaux (Place de la Cité)
Québec	Société des transports du Québec	28 000	Octobre 2002	Mars 2003	Nouveau siège social
Québec	Compagnie de Papiers Stadacona	18 500	Juin 2002	Mars 2003	Modernisation d'usine
Québec	Musée de la Civilisation et Société immobilière du Québec	14 000	Mai 2002	Décembre 2003	Entrepôt
Beauport	Corporation Steris Canada	12 000	Avril 2002	Octobre 2002	Usine
Sainte-Foy	Université Laval – Pavillons A.-Lacerte et E.-Lemieux	12 000	Avril 2002	Mars 2003	Rénovation de pavillons universitaires

Site	Nom de l'entreprise ou du propriétaire	Montant de l'investissement (000 \$)	Date de début du chantier	Date de fin du chantier	Remarques
Sainte-Foy	Bioxel Pharma	10 000	Automne 2002		Usine d'extraction de taxanes
Sainte-Foy	Institut National de l'optique	10 000	Août 2002	Mai 2003	Agrandissement du centre de recherche
Québec	Groupe Norplex inc.	9 000			Édifice de 37 unités de condominium de luxe
Saint-Tite-des-Caps	Ville de Québec	8 100	Août 2002	Juillet 2003	Site d'enfouissement
Parc des Laurentides	Ministère des Transports	7 400	Mai 2002	Juillet 2003	Réfection de route
Charlesbourg	CHSLD Christ-Roi-Corporation d'hébergement du Québec	6 050	Automne 2002		Agrandissement et réaménagement du centre d'accueil pour personnes âgées
Charlesbourg	Corporation d'hébergement du Québec – CLSC –CHSLD La Source	6 000	Septembre 2002	Novembre 2003	Rénovation de centre de soins de longue durée
Québec	Régie régionale de la santé et des services sociaux	6 000	Juillet 2002	Mars 2003	Résidences pour personnes âgées
Clermont	Centre hospitalier Saint-Joseph-de-la-Malbaie	5 800			Centre de soins longue durée
Baie-Saint-Paul	Centre hospitalier de Charlevoix	5 100	Avril 2002	Octobre 2002	Réaménagement d'hôpital
Vanier	Congébec Ltée	5 000	Juin 2002	Décembre 2002	Entrepôt frigorifique

PROJETS À L'ÉTUDE

Beauport	Investissements René St-Pierre	Entre 100 000 et 500 000	Négociations en cours		Construction d'une développement résidentiel et commercial
Québec	Génium Consultants inc.	45 000	Fin de l'année 2002		Plans et devis préliminaires pour construction de maisons
Charlevoix	Association Touristique Régionale (ATR)	30 000	Études préliminaires		Trois centre d'affaires multifonctionnels
Charlesbourg	Ville de Québec	30 000	Études préliminaires		Usine de filtration
Saint-Augustin-de-Desmaures	Société de Développement d'Anvers inc.	20 000	Négociations en cours		Motel
Clermont	SEPAQ	8 300	Demande de soumissions		Restaurant comptoir-dépanneur
Portneuf	SEPAQ	8 000	Demande de soumissions		Pavillon central de 54 chambres
Clermont	Centre Hospitalier Saint-Joseph de La Malbaie	5 800	Demandes de soumissions en janvier 2003		Construction d'un centre de soins de longue durée de 44 lits
Québec	Institut Canadien de Québec	5 000	Études préliminaires		Réaménagement de la salle de l'institution en maison de littérature

Source : Listes des chantiers importants de la Commission de la construction du Québec et Indicateur de projets au Québec.

2.3 Nouvelles diverses

La formation

Dès l'automne, l'école Saint-Cœur-de-Marie, de Rivière-à-Pierre, sera l'une des trois écoles du Québec où l'on implantera le projet pilote d'enseignement à distance « L'école éloignée en réseau ». Ce projet permettra d'explorer de nouvelles façons d'apprendre et de maintenir l'accessibilité de l'éducation en régions éloignées¹.

À compter du mois de septembre 2002, un programme alternatif de formation, « Opération d'un service de traiteur et de mets préparés », sera offert aux jeunes âgés de 18 à 30 ans. Les adultes admissibles à ce programme sont des personnes sans diplôme d'études professionnelles, secondaires ou collégiales ou qui éprouvent des difficultés dans leurs démarches d'intégration ou de maintien en emploi. La formation sera donnée de septembre 2002 à mars 2003, à raison de 30 heures par semaine. Il y aura aussi un stage pratique d'une durée de 125 heures en milieu de travail. Le projet est une initiative du Centre Fierbourg².

Une entreprise-école, Garneau Travail, a été fondée au collège François-Xavier-Garneau. Sa mission est de marier la pratique et la théorie. Il s'agit d'un investissement de 100 000 \$ du Fonds jeunesse³.

Les besoins en main-d'œuvre

Conséquence directe du manque de médecins en milieu rural, non seulement les jeunes désertent les villages, mais un nouveau phénomène est apparu : l'exode des personnes âgées, qui déménagent là où les services médicaux sont davantage accessibles⁴.

Les emplois dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) sont nombreux à Québec. Il y a cependant un problème : les employeurs recherchent des candidats ayant de l'expérience, alors que les informaticiens disponibles sortent à peine de l'école⁵.

La clientèle

Depuis le mois d'août dernier, 17 femmes, chefs de famille monoparentale, âgées de 18 à 22 ans, retirant des prestations de sécurité du revenu, peuvent retourner à l'école grâce au programme Ma place au soleil. Ce programme est une collaboration des centres locaux d'emploi de Limoilou et des Quartiers-Historiques, qui ont recruté les femmes admissibles

au programme, et du Centre Louis-Joliet, où les cours sont offerts. La formation, d'une durée de 26 semaines, comprendra des mises à niveau en français, anglais, mathématiques et informatique. Des modules en employabilité, compétences parentales, citoyenneté et développement social seront également à l'horaire. L'objectif du programme est que ces femmes puissent suivre, par la suite, une formation professionnelle ou collégiale⁶.

Grâce à l'initiative du Carrefour jeunesse-emploi Charlesbourg-Chauveau, la Maison des adultes de Charlesbourg donnera l'occasion à plusieurs jeunes mères de poursuivre leurs études secondaires, en favorisant leur mise en action socioprofessionnelle dans le cadre du projet Jeunes femmes en action. Les participantes prennent également part à des échanges avec les autres inscrites au programme et parfois même en compagnie de leurs enfants, selon les activités organisées. L'objectif de cette initiative est que les participantes poursuivent leurs études ou se dénichent un emploi à la fin du projet, prévue en février 2003⁷.

Le gouvernement fédéral vient de verser 2,2 millions de dollars pour lutter contre l'itinérance dans la région de Québec. En tout, 19 organismes se partageront la somme d'argent provenant de l'Initiative de partenariat en action communautaire. La Maison de Lauberivière reçoit 320 000 \$ pour acheter un immeuble destiné à héberger les itinérants ainsi que pour offrir à ces derniers des services de soutien. La Société de réadaptation et d'intégration, quant à elle, recevra 506 000 \$ pour construire une maison de transition pouvant accueillir huit résidents⁸.

Le Comité des Sans-Chemises, une structure du Mouvement Action-Chômage de Charlevoix, a mobilisé quelque 800 personnes pour protester contre le régime d'assurance-emploi. À compter du 13 octobre, il faudra 455 heures de travail pour 24 semaines de chômage. Actuellement, les travailleurs ont besoin de 420 heures de travail pour 30 semaines de chômage⁹.

Le Carrefour jeunesse-emploi ouvre un cinquième point de service dans Portneuf, situé à Saint-Basile. Les clients auront droit à des services plus diversifiés. L'organisme veut accroître l'accès à ses services tout en favorisant une plus grande collaboration avec les partenaires locaux¹⁰.

¹ *Courrier de Portneuf*, 23 juin 2002.

² *Charlesbourg Express*, 25 août 2002.

³ *Au Courant*, 6 septembre 2002.

⁴ *Le Journal de Québec*, 10 septembre 2002.

⁵ *Le Soleil*, 16 septembre 2002.

⁶ *Charlesbourg Express*, 1^{er} septembre 2002.

⁷ *Charlesbourg Express*, 1^{er} septembre 2002.

⁸ *Le Journal de Québec*, 3 août 2002.

⁹ *Plein jour sur Charlevoix*, 13 septembre 2002 et *Le Soleil*, 22 septembre 2002.

¹⁰ *Courrier de Portneuf*, 22 septembre 2002.

Les nouvelles sectorielles

Après quelques semaines de morosité en juin, l'activité de l'industrie touristique bat son plein dans la Capitale-Nationale, où les établissements hôteliers connaissent des taux d'occupation frôlant les 85 %. La faiblesse du dollar canadien, comparativement à la devise américaine, attirerait les Américains au Québec, mais le resserrement des mesures de sécurité dans les aéroports, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, expliquerait la baisse de la clientèle européenne¹.

La crise du logement est telle à Québec que la Ville imposera un moratoire de six mois pour la transformation d'édifices à logements en « condos ». Le règlement est déposé depuis le 19 août dernier. Cette intervention est justifiée, notamment, par le taux d'inoccupation de la SCHL de 0,3 % en juin, comparativement à 0,6 % en janvier².

Les citoyens de la petite municipalité de Notre-Dame-de-Montauban s'opposent à la construction d'une microcentrale hydroélectrique sur la rivière Batiscan, au coût de 20 millions de dollars, de peur de perdre leur principal attrait touristique, la chute du Neuf. En effet, 75 % des gens sont en faveur de conserver la chute dans son état naturel³.

Cinq promoteurs répondront à l'appel d'offres d'Hydro-Québec et du ministère des Ressources naturelles pour construire une petite centrale électrique au pied de la chute Sainte-Anne, aussi appelée le canyon Sainte-Anne, sur la Côte-de-Beaupré. Les promoteurs intéressés au projet sont Innergex, Boralex, Axor, La Régionale et Mégawatt. La chute Sainte-Anne a un potentiel de 10 MW. Il devra s'agir d'une centrale au fil de l'eau, qui s'intégrera au paysage⁴.

Le centre mère-enfant en chantier au CHUL, évalué à 70 millions de dollars, pourrait ne jamais voir le jour dans son concept intégral. Une nouvelle hypothèse voudrait qu'on maintienne les accouchements normaux à Saint-Sacrement et Saint-François-d'Assise, tandis que le CHUL hériterait uniquement des naissances à risque et de la néonatalogie⁵.

Les villes devront éventuellement se résoudre à assumer, en partie, les coûts d'entretien et de réfection des ponts municipaux, actuellement supportés par le ministère des Transports. Pour la nouvelle ville de Québec, il s'agit de 58 ouvrages, ponts et viaducs, dont la valeur à neuf se situe à environ 25 millions de dollars. Leur entretien pourrait

représenter une facture de près de 500 000 \$ annuellement⁶.

Une fraise ayant certaines propriétés anticancérigènes est le fruit du travail des chercheurs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval et de l'entreprise Les Fraises de l'île d'Orléans. Cette fraise, qui est le fruit de sept années de recherche, est riche en antioxydants. Elle posséderait des propriétés nutraceutiques et thérapeutiques⁷.

Air Transat va ajouter des vols vers le Sud à partir de Québec cet hiver et peut-être même un vol entre Québec et Paris à partir du 18 décembre. Il reste encore beaucoup de travail à accomplir, dont la recherche d'un opérateur transporteur qui s'intéresse aux congressistes, ce qui permettrait du coup d'augmenter le nombre de congrès à Québec⁸.

Il y a eu plus de mises en chantier au cours des six premiers mois de 2002 que tout ce qui s'est fait entre 1995 et 2000 dans la région de Québec. Les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) font état de 2 307 mises en chantier pour les six premiers mois de l'année, une augmentation de 70 % par rapport à la même période en 2001⁹.

La rénovation du Palais Montcalm est retardée d'un an, parce que les fonctionnaires de la Ville de Québec n'ont pas respecté les règles d'attribution des contrats du ministère de la Culture. La Ville devait lancer un concours d'architecture tel que l'exigent les règles d'attribution des contrats de deux millions de dollars et plus¹⁰.

Les ventes d'antennes satellites ont quintuplé depuis le mois de mai, uniquement dans la région de Québec. Cette croissance soudaine cause même une pénurie d'équipements chez certains distributeurs. Cet engouement soudain est sans doute lié aux interruptions de service du câble, qui se multiplient depuis le conflit de travail chez Vidéotron¹¹.

La crise du logement risque de donner aussi des maux de tête aux étudiants de Québec. Au service d'hébergement de l'Université Laval, la liste d'attente s'allonge, atteignant 400 noms, comparativement à 150 l'an dernier. Les logements proposés à l'extérieur du campus le sont souvent à des prix exorbitants et se font rares. De plus, la qualité des logements disponibles diminue et les prix augmentent¹².

¹ *Le Journal de Québec*, 3 juillet 2002.

² *Le Soleil*, juillet 2002.

³ *Le Soleil*, 2 août 2002.

⁴ *Le Soleil*, 2 août 2002.

⁵ *Le Journal de Québec*, 2 août 2002.

⁶ *Le Journal de Québec*, 18 juillet 2002.

⁷ *Le Journal de Québec*, 10 juillet 2002.

⁸ *Le Journal de Québec*, 9 juillet 2002.

⁹ *Le Journal de Québec*, 10 juillet 2002.

¹⁰ *Le Journal de Québec*, 28 août 2002.

¹¹ *Le Journal de Québec*, 21 août 2002.

¹² *Le Journal de Québec*, 21 août 2002.

Un an après les attentats du 11 septembre, l'achalandage à l'aéroport de Québec a repris presque au même niveau qu'avant ces événements. En juillet, il est passé seulement 4,2 % moins de passagers à l'aérogare, comparativement à la même période l'an dernier¹.

Depuis le 18 août, les gens de Thetford Mines peuvent prendre l'autobus, un minibus de 21 passagers, pour se rendre à Québec. Cette ligne de transport avait été abandonnée l'an dernier. La nouvelle liaison totalise un investissement de 125 000 \$².

Le ministre fédéral des Transports, David Collenette, appuie le projet de VIA Rail d'utiliser une voie ferrée existante sur la rive-nord avec des trains plus rapides pour relier Québec et Montréal, d'ici quelques années. Le projet, évalué à quelque 200 millions de dollars, permettrait de réduire la durée du trajet à deux heures et d'au moins doubler le nombre de trains par jour entre les deux villes³.

Le Réseau de transport de la Capitale (RTC) étend à trois ministères et à deux sociétés son programme d'abonnement au transport en commun avec retenue sur le salaire. Une réduction de 10 % sur le prix des laissez-passer mensuels est appliquée sur ceux livrés directement sur les lieux de travail. Cette mesure a pour but d'encourager les automobilistes à prendre des moyens plus écologiques pour se déplacer. Ce genre d'abonnement n'est pas réservé aux fonctionnaires. Toute entreprise comptant au moins 25 travailleurs intéressés par le programme peut y souscrire⁴.

Le coût des chalets et des terrains bordant le lac Saint-Joseph est aujourd'hui 60 fois plus élevé que leur valeur d'origine. La demande est extrêmement forte, ce qui met en péril le caractère patrimonial de l'endroit et provoque une flambée des prix⁵.

Le développement local et communautaire

Les deux centres locaux d'emploi (CLD) et les municipalités régionales de comté (MRC) ainsi que le Service d'aide au développement des collectivités (SADC) de Charlevoix veulent réaliser en priorité une douzaine de projets, à un coût total de plus de 25 millions de dollars. On y retrouve, entre autres, la remise à niveau du parc régional du Mont Grand-Fonds, le développement d'aires touristiques à Saint-Joseph-de-la-Rive et à Port-au-Persil ainsi que la mise en valeur des rivières à saumons. La

construction d'un centre d'affaires pour le tourisme d'affaires et d'une usine de traitement du lisier, la mise sur pied d'un centre international de formation et le développement en auberge et produits du terroir, de même que l'implantation d'un centre de recherche et d'un laboratoire en bio-innovation font aussi partie de leurs priorités⁶.

Le CLD de Portneuf ajoute une corde à son arc en devenant la porte d'entrée du programme Décliv-PME, un programme d'investissement provincial doté d'un budget de 3,4 millions de dollars. Les gens d'affaires de partout au Québec peuvent maintenant passer par leur CLD. Cette entente est destinée à faciliter l'accès au programme. Décliv-PME offre du financement au démarrage d'entreprises afin de favoriser la création et le maintien d'emplois⁷.

Après cinq mois, les administrateurs du CLD Côte-de-Beaupré ont constaté que près de 80 000 \$ ont été versés à une douzaine d'entreprises et organismes du territoire. Ceux qui ont reçu du financement sont La Fromagerie Côte-de-Beaupré, la Société d'histoire et du patrimoine de la Côte-de-Beaupré, Télévision d'Ici, la Ferme Le Comte de Roussy et le Domaine Royarnois, la Ressourcerie Côte-de-Beaupré ainsi que les promoteurs Virginie Lapointe et Christian Morneau. La boutique La Petite Cigogne, le Festival Arts et Reflets et celui de l'Oie des Neiges, de même que le comité de promotion agricole de la Côte-de-Beaupré, ont reçu eux aussi du financement⁸.

La Ville de Saint-Raymond reverra le mandat de sa corporation de développement industriel et touristique (CDSR) d'ici la fin de l'année. La Ville veut plutôt maximiser le partenariat avec d'autres organismes économiques déjà en place pour faire le travail qu'elle effectue actuellement la CDSR⁹.

Le maire L'Allier a promis d'ajouter 500 000 \$ à la subvention que la Ville accorde chaque année au Centre local de développement (CLD) de Québec. Le CLD de Québec est né de la fusion des CLD de Québec-Vanier, de Charlesbourg, de Beauport et de l'Ouest de la Communauté urbaine de Québec¹⁰.

Les relations de travail

Vingt-quatre policiers à temps partiel de la Ville de Québec, auparavant de la Haute-Saint-Charles, tentent de récupérer leur droit d'ancienneté, perdu dans le processus des fusions municipales. Une entente, signée à l'automne 2001, entre le défunt Comité de transition et des représentants des

¹ *Le Soleil*, 6 août 2002.

² *Le Journal de Québec*, 10 août 2002.

³ *Le Soleil*, 10 septembre 2002.

⁴ *Le Journal de Québec*, 19 septembre 2002.

⁵ *Le Journal de Québec*, 14 septembre 2002.

⁶ *Le Soleil*, 5 juillet 2002.

⁷ *Courrier de Portneuf*, 4 août 2002.

⁸ *Beauport Express*, 10 août 2002.

⁹ *Courrier de Portneuf*, 15 septembre 2002.

¹⁰ *Le Soleil*, 14 septembre 2002.

associations syndicales pourrait faire en sorte de pénaliser grandement ce groupe de policiers au moment d'éventuelles embauches ou promotions¹.

La révision des critères de qualification du gouvernement pour l'embauche des employés de la fonction publique a des répercussions importantes. En l'an 2000, le gouvernement a décidé de revoir ses critères d'embauche faisant que les occasionnels, de même que les permanents, devraient désormais se qualifier dans des concours. Cette décision entraînera, au cours des prochaines semaines, la mise à pied d'environ mille personnes². Par contre, le Conseil du trésor pourrait, de façon exceptionnelle, prolonger la durée d'embauche des occasionnels appartenant à une classe d'emploi en particulier, jusqu'au 31 décembre 2002³.

Une entente de principe est intervenue entre la direction de l'Hôtel Gouverneur Sainte-Foy et le syndicat représentant ses 135 employés. Cette entente accorde, entre autres, des augmentations de salaire de 10 % pour la durée du contrat de trois ans. Les autres améliorations apportées sont une sixième semaine de vacances pour les employés ayant le plus d'ancienneté, l'allègement de la surcharge de travail, des dispositions concernant les affectations temporaires de certains employés et la majoration de la contribution patronale pour les activités syndicales⁴.

L'arrivée d'un médiateur à la table des négociations entre patrons et employés du Mont-Sainte-Anne semble porter des fruits. Non seulement les menaces de lock-out de l'employeur n'ont pas été mises à exécution, mais une offre globale a été déposée pour le renouvellement de la convention collective des 500 syndiqués du complexe récréotouristique⁵.

La Fédération des policiers de la Ville de Québec a déposé ses demandes syndicales en prévision des négociations en vue de la première convention collective des 750 policiers de la nouvelle ville de Québec. La création de la nouvelle ville ouvrirait de nouvelles perspectives de carrière pour un grand nombre de policiers au service des anciennes villes de la banlieue⁶.

Les fusions municipales

Les 13 anciennes villes formant la nouvelle ville de Québec et la CUQ ont dégagé, l'an dernier, des surplus totalisant 70 millions de dollars. Une somme de 59 millions de dollars a déjà été dépensée, de sorte qu'il reste une enveloppe de 10,8 millions de

dollars à affecter d'ici à la fin de l'année. Le maire Jean-Paul L'Allier prévoit de nouvelles réductions de taxes, alors que l'opposition réclame la réduction de la dette qui s'élève à un milliard de dollars⁷.

La ville de Portneuf et la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf ne font plus qu'une depuis le 4 juillet dernier. La nouvelle ville de Portneuf retrouve ainsi ses dimensions d'avant la scission de 1914. À la suite de ce regroupement, la Ville bénéficiera d'une aide financière de 329 100 \$ échelonnée sur cinq ans. Portneuf comptera 3 200 habitants et sera au 5^e rang des 18 municipalités de la MRC sur le plan de la population⁸.

Les huit arrondissements de la nouvelle ville de Québec possèdent désormais leur nom propre : La Cité (1), Les Rivières (2), Sainte-Foy-Sillery (3), Charlesbourg (4), Beauport (5), Limoilou (6), Haute-Saint-Charles (7) et arrondissement Laurentien (8)⁹.

Neuf mois après la création de la nouvelle ville de Québec, Val-Bélair veut quitter l'arrondissement Laurentien pour celui de la Haute-Sainte-Charles, avec lequel les citoyens auraient plus d'affinités. Le vice-président du comité exécutif de la nouvelle ville et le conseiller du district De L'Ornière, M. Jacques Jobin, reconnaît qu'il serait logique de rattacher Val-Bélair à l'arrondissement de la Haute-Saint-Charles. Le changement n'est cependant pas pour tout de suite¹⁰.

Les événements spéciaux

L'événement Les Grands Feux Loto-Québec a créé 128 emplois directs et indirects en plus de générer des dépenses estimées à 7,5 millions de dollars dans la région. C'est ce qui ressort d'une étude effectuée pour le compte de l'organisation des Grands Feux au cours de l'édition 2002. Au total, on estime à 351 000 le nombre de personnes qui ont assisté aux présentations des divers pays¹¹.

Le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI), mis sur pied par le gouvernement provincial, ne sait toujours pas si son budget de 30 millions de dollars sera renouvelé l'an prochain. Le RÉMI verse, depuis trois ans, 600 000 \$ au Festival d'été de Québec. Cette entrée d'argent est essentielle pour le déroulement de l'événement. Ce programme doit alors être renouvelé le plus rapidement possible en vue de la programmation 2003¹². De plus, les organisateurs affirment qu'il n'est pas question que les scènes des Plaines ou du

¹ *Le Journal de Québec*, 10 juillet 2002.

² *La Presse*, 19 juillet 2002.

³ *Le Soleil*, août 2002.

⁴ *Le Journal de Québec*, 7 août 2002.

⁵ *Le Soleil*, 23 septembre 2002.

⁶ *Le Journal de Québec*, 24 septembre 2002.

⁷ *Le Journal de Québec*, 3 juillet 2002.

⁸ *Courrier de Portneuf*, 14 juillet 2002.

⁹ *Le Journal de Québec*, 18 septembre 2002.

¹⁰ *Le Journal de Québec*, 19 septembre 2002.

¹¹ *Le Journal de Québec*, 28 juillet 2002.

¹² *Le Journal de Québec*, 16 juillet 2002.

Pigeonnier deviennent, lors de certains spectacles, des endroits avec tarification.

Selon les vendeurs et les responsables des jeux d'adresse, la présentation 2002 d'Expo-Québec a été à la fois la pire et la meilleures des 15 dernières années. L'emplacement fait foi de tout. Ceux se trouvant plus près des manèges attirent beaucoup plus de gens. Les autres sont lésés. Une baisse d'affluence a été constatée, qui pourrait s'expliquer par la hausse des droits d'entrée. Expo-Québec est censée être une foire populaire, mais ce ne sont pas tous les gens visés par l'événement qui peuvent se permettre d'y aller¹.

La Journée de l'entreprise, la première dans Portneuf, s'est tenue le 24 septembre sous le thème « Visez l'excellence ». Près de 1 200 invitations ont été envoyées aux entrepreneurs de la région. Cette journée est organisée en collaboration avec le CLD, le Mouvement québécois de la qualité et les directions régionales du ministère de l'Industrie et du Commerce et d'Emploi-Québec².

La Société des Floralies internationales de Québec éprouve des difficultés à payer une vingtaine de ses créanciers. La deuxième édition des Floralies, qui s'est tenue au Centre des congrès en avril dernier, n'a attiré que 90 000 visiteurs au lieu de 150 000 en 1997. Curieusement, ce sont les gens de Québec qui ne se sont pas présentés en grand nombre à la dernière exposition florale. Par contre, ces difficultés financières ne compromettent pas la tenue des Floralies de 2005 ni celle de 2008. Les retombées économiques de l'événement sont évaluées à 7,5 millions de dollars³.

Le Forum social régional de Québec – Chaudière-Appalaches permet aux citoyens de se donner ensemble les moyens de contrer les effets de la mondialisation néolibérale dont les effets sont clairement perceptibles sur la scène locale. Le Forum se veut un événement rassembleur et mobilisateur. C'est une occasion unique d'aborder les problèmes et les stratégies des groupes sociaux, syndicaux, féministes, étudiants, etc. Les thèmes discutés sont l'alimentation, l'environnement, la santé et les services sociaux, et le travail.

3 LES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI ET DE L'ASSISTANCE-EMPLOI

Les données présentées au tableau 3.1 sont celles du deuxième trimestre de 2002 (avril à juin). Elles portent sur les prestataires d'assurance-emploi et

d'assurance-emploi et elles sont tirées des fichiers administratifs respectifs du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que ceux du ministère du Développement des ressources humaines. Au cours du deuxième trimestre de 2002, il s'est créé au Québec 146 600 emplois de plus qu'au même trimestre de 2001. De ce nombre, 39 300 l'ont été dans la région de la Capitale-Nationale.

3.1 Les prestataires d'assurance-emploi actifs et aptes au travail (PAAT)

De façon générale le nombre de PAAT a baissé de 6,7 % dans la province. Notre région enregistrait la sixième plus importante baisse régionale avec 10,1 %. Le nombre de prestataires de l'assurance-emploi passait de 21 333 en 2001, à 19 186 au deuxième trimestre de 2002. Signalons que les régions de l'Outaouais et de Laval ont connu des hausses. Ce sont les moins de 35 ans qui ont subi les baisses les plus importantes tant au Québec que dans la région où on enregistrait des baisses respectives de 10,2 % et 14,6 %. Les données des personnes ayant 35 ans et plus démontrent des baisses de 4,5 % et 7,2 % pour le Québec et la région.

Proportionnellement, dans la région, la baisse est sensiblement égale chez les hommes et les femmes avec 10,1 % et 10,0 %. Au Québec, les différences entre les sexes sont plus grandes, soit -7,1 % chez les femmes et -6,4 % chez les hommes.

¹ *Le Soleil*, 26 août 2002.

² *Courrier de Portneuf*, 25 août 2002.

³ *Le Soleil*, 30 août 2002.

3.2 Les prestataires de l'assistance-emploi sans contraintes (PSC)

Dans toutes les régions du Québec le nombre de prestataires de l'assistance-emploi sans contraintes a diminué. La baisse proportionnelle est de 4,3 % pour l'ensemble de la province. Notre région, avec une chute de 11,2 %, se situe deuxième au Québec derrière le Bas-Saint-Laurent (-13,1 %). Le nombre de prestataires est passé de 15 070 au deuxième trimestre de 2001, à 13 385 pour la même période en 2002.

Au Québec, ce sont les 35 ans et plus qui ont connu la meilleure performance, avec une baisse de 4,9 % comparée à la baisse des moins de 35 ans avec - 3,2 %. Notre région se différencie parce que les moins de 35 ans enregistré une baisse de 11,7 % comparé à 10,9 % pour les plus de 35 ans.

Au Québec comme dans la région de la Capitale-Nationale, ce sont les femmes qui ont quitté l'assistance-emploi en plus grande proportion. Le constat provincial nous donne une baisse de 6,0 % pour les femmes et de 3,1 % pour les hommes. La Capitale-Nationale enregistre une baisse de 11,7 % chez les femmes et 9,6 % chez les hommes.

Tableau 3.1

**NOMBRE DE PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI ACTIFS ET APTES AU TRAVAIL
ET NOMBRE DE PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI SANS CONTRAINTES***Régions économiques, Ensemble du Québec, MRC et par sexe*

	Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail (PAAT)			Prestataires de l'assistance-emploi sans contraintes (PSC)		
	Juin		Variation	Juin		Variation
	2002	2001	(%)	2002	2001	(%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES						
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 262	11 607	-3,0	3 613	4 045	-10,7
Bas-Saint-Laurent	13 127	13 874	-5,4	4 617	5 313	-13,1
Capitale-Nationale	19 186	21 333	-10,1	13 385	15 070	-11,2
Chaudière-Appalaches	11 516	13 470	-14,5	4 461	4 929	-9,5
Estrie	9 595	10 856	-11,6	5 812	6 258	-7,1
Montérégie	32 989	35 985	-8,3	20 477	21 192	-3,4
Montréal	48 753	50 133	-2,8	70 387	70 483	-0,1
Laval	8 633	8 533	1,2	4 271	4 531	-5,7
Lanaudière	11 842	12 792	-7,4	7 060	7 569	-6,7
Laurentides	15 971	16 014	-0,3	8 380	8 782	-4,6
Outaouais	8 172	7 767	5,2	6 791	7 253	-6,4
Abitibi-Témiscamingue	9 066	9 937	-8,8	4 002	4 305	-7,0
Mauricie	10 937	12 285	-11,0	8 588	8 974	-4,3
Centre-du-Québec	8 531	9 727	-12,3	4 114	4 487	-8,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	17 386	18 955	-8,3	7 466	7 875	-5,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	9 336	10 602	-11,9	2 472	2 759	-10,4
Ensemble du Québec	246 463	264 054	-6,7	175 896	183 825	-4,3
ÂGE						
Ensemble du Québec						
Moins de 35 ans	88 863	98 957	-10,2	64 350	66 482	-3,2
35 ans et plus	157 600	164 082	-4,5	111 546	117 343	-4,9
Région de la Capitale-Nationale						
Moins de 35 ans	7 084	8 299	-14,6	4 812	5 448	-11,7
35 ans et plus	12 102	13 034	-7,2	8 573	9 622	-10,9
Ensemble du Québec						
Femmes	98 893	106 416	-7,1	72 628	77 300	-6,0
Hommes	147 570	157 638	-6,4	103 268	106 525	-3,1
Région de la Capitale-Nationale						
Femmes	8 070	8 980	-10,1	5 392	6 229	-13,4
Hommes	11 116	12 353	-10,0	7 993	8 841	-9,6

Source : Statistique Canada, Division de la statistique du travail et Fichiers administratifs de l'assistance-emploi.

MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE SUR LES ESTIMATIONS RÉGIONALES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent, à plusieurs égards, des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par Statistique Canada et tirées de l'*Enquête sur la population active*. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont désaisonnalisées, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières, afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes. Statistique Canada ne désaisonnalise pas ces données. Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées du fait que les premières sont des moyennes mobiles trimestrielles. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour la Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par Statistique Canada en 1991, afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles trimestrielles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 10 567 ménages pour l'ensemble du Québec, varie selon les régions, de 265 ménages à Laval à 1 387 ménages en Montérégie. Statistique Canada a estimé les marges d'erreur, pour les régions du Québec, à partir des estimations moyennes de septembre 1995 à février 1997¹. Le coefficient de variation, qui est de 2,7 % pour l'estimation du taux de chômage trimestriel de l'ensemble du Québec, varie de 7,3 % sur l'île de Montréal à 14,8 % pour la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec.

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage non désaisonné estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 11,6 %, il y a 67 % des chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 11,3 % et 11,9 %. Lorsqu'on veut hausser à 90 % l'intervalle de confiance, les bornes inférieures et supérieures sont respectivement de 11,1 % et 12,1 %, ce qui signifie qu'il y a 90 % des probabilités que le taux réel se situe entre ces bornes.

Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 18,7 % pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 16,7 % et 20,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc, dans ce cas-ci, de 4 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points, dans un sens ou dans l'autre, ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux de chômage estimé de 13,4 % se situe en réalité entre 12,4 % et 14,4 %, deux fois sur trois.

¹ La période part de la moyenne mobile de trois mois, de juillet à septembre 1995 jusqu'à celle de décembre 1996 à février 1997.

INTERVALLES DE CONFIANCE DES ESTIMATIONS RÉGIONALES DU TAUX DE CHÔMAGE

	Taille de l'échantillon	Taux de chômage moyen 9-95 à 2-97 ¹	INTERVALLE DE CONFIANCE À					
			95 %		90 %		67 %	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Ensemble du Québec	10 567	11,6	11,0	12,2	11,1	12,1	11,3	11,9
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	432	18,7	14,7	22,7	15,7	21,7	16,7	20,7
Bas-Saint-Laurent	432	13,8	10,7	16,9	11,5	16,1	12,3	15,3
Québec	914	11,9	10,0	13,8	10,5	13,3	11,0	12,8
Chaudière-Appalaches	462	7,2	5,5	8,9	5,9	8,5	6,4	8,0
Estrie	910	10,0	7,7	12,3	8,2	11,8	8,8	11,2
Montérégie	1 387	9,9	8,4	11,4	8,8	11,0	9,2	10,6
Montréal	1 139	13,4	11,5	15,3	11,9	14,9	12,4	14,4
Laval	265	9,9	7,3	12,5	8,0	11,8	8,6	11,2
Lanaudière	553	11,8	9,1	14,5	9,7	13,9	10,4	13,2
Laurentides	595	10,8	8,5	13,1	9,1	12,5	9,7	11,9
Outaouais	685	10,9	8,7	13,1	9,3	12,5	9,8	12,0
Abitibi-Témiscamingue	471	11,0	8,5	13,5	9,2	12,8	9,8	12,2
Mauricie - Bois-Francs	1 186	11,6	9,6	13,6	10,1	13,1	10,6	12,6
Saguenay - Lac-Saint-Jean	732	14,7	12,7	16,7	13,2	16,2	13,7	15,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	404	14,3	10,0	18,6	11,1	17,5	12,2	16,4

Source : Statistique Canada.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection. Celui-ci doit garder à l'esprit qu'une variation d'une estimation dans un sens, si elle est inférieure à ce qui est expliqué par le coefficient de variation, peut en réalité camoufler une variation en sens contraire.

**Direction de l'analyse du marché du travail
et de l'évaluation,**

André Grenier

18 juillet 1997

¹ Selon les moyennes mobiles de trois mois, de juillet-septembre 1995 à décembre 1996-février 1997.